

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

Directeur : BORIS SOUVARINE — Directeur intérimaire : AMÉDÉE DUNOIS

Comité de rédaction : A. KER, Fernand LORIOT — Administrateur : René REYNAUD

SOMMAIRE

Aux Lecteurs du *Bulletin Communiste* (Amédée Dunois.) — Ni indolence, ni démagogie (Boris Souvarine). — La Minorité Syndicale et l'Unité Ouvrière (A. Ker). — La Semaine Politique (C.-E. Labrousse).

A nos Amis, à nos Lecteurs (René Reynaud). — Défense Nationale et Défense Sociale (L. Revo). — Les Méthodes et les Procédés de la Police Russe (Victor Serge). — Documents divers. — Bibliothèque.

Aux Lecteurs du "Bulletin Communiste"

À partir de ce numéro, le *Bulletin Communiste* cesse d'être l'organe du Comité de la III^e Internationale, lequel a cessé d'exister le 31 octobre. Le Comité n'est plus, tandis que le *Bulletin* poursuit gaillardement sa carrière. Le Comité n'est plus, parce qu'il avait, depuis Tours, perdu sa raison d'être, qui était d'amener le Parti socialiste à l'Internationale communiste, — non pas, certes, à l'Internationale communiste telle que l'imaginait Jean Longuet au temps qu'il filait le parfait amour bolcheviste, non pas à une Internationale communiste qui n'eût été que la copie dérisoire de la II^e Internationale banqueroutière, mais à l'Internationale communiste telle qu'elle est : une et indivisible, avec commandement unique, doctrine et tactique communes, discipline pour tous.

Le Comité n'est plus, parce qu'il avait atteint son but, mais le *Bulletin* demeure, parce que son but, à lui, n'est pas atteint. Il ne le sera pas de sitôt ! C'est que son but n'est pas immédiat, mais lointain, n'est pas matériel, mais doctrinal. C'est qu'il ne s'agit pas, pour le *Bulletin*, d'amener le Parti socialiste à rompre — le fait est aujourd'hui accompli — avec des hommes finis, des formules surannées, une politique désuète ; il s'agit d'amener les masses, par l'intermédiaire du Parti d'abord, des syndicats ensuite, aux idées communistes, telles que Marx et Engels, étayant l'utopie par le fait, confirmant l'intuition par la science, les ont si solidement formulées qu'elles résistent

victorieusement, depuis trois quarts de siècle, à tous les assauts des pouvoirs temporels et spirituels du vieux monde ; il s'agit de faire, en un mot, que le communisme ne soit pas seulement un « mouvement vain » — comme eût dit Jaurès — mais un mouvement profond, qui pénètre les cerveaux et imprègne la conscience des militants et des masses.

Avec ce numéro, le *Bulletin Communiste* devient l'organe hebdomadaire, le journal-revue de notre Parti, cependant que la Bibliothèque communiste s'en va grossir de ses volumes et de ses brochures le fonds de la Librairie de l'*Humanité*. Le comité directeur a bien voulu, en l'absence de Boris Souvarine, actuellement à Moscou, me confier la direction de son hebdomadaire. Mes camarades A. Ker et Fernand Lorient m'assisteront dans cette tâche évidemment difficile. Nous aurons à déterminer ensemble, dès cette semaine (faute de l'avoir pu faire plus tôt) les modifications qu'il serait désirable d'introduire dans la confection du *Bulletin*. Modifications n'affectant, ne pouvant affecter, au surplus, que la présentation extérieure, car, en ce qui concerne le fond, la doctrine, le *Bulletin Communiste* restera consacré à la propagande et à la défense des idées communistes, à la discussion des problèmes que soulève à tout instant la tactique du prolétariat révolutionnaire, à l'étude des grands faits de la Révolution russe et de la Révolution universelle.

J'ai sous les yeux une collection complète du *Bulletin Communiste*. Le premier numéro

est daté du 1^{er} mars 1920. C'était au lendemain du Congrès de Strasbourg, qui avait soudainement révélé combien, l'adhésion du Parti à la III^e Internationale était une idée sympathique aux masses socialistes françaises. Nous n'étions séparés alors, nous, les reconstruc-teurs de gauche, des partisans de la III^e Inter-nationale que par de faibles divergences dans la fixation du moment le plus favorable à l'adhésion. Ils disaient : Tout de suite ! Nous répondions : Attendons un peu !... Il y avait en nous de vieux restes du fétichisme unitaire, c'est entendu. Mais, franchement ! peut-on nous reprocher d'avoir fait le propos d'amener à Moscou non un tronçon de parti, mais le Parti tout entier, ou du moins presque tout entier ? Ainsi s'explique notre « manœu-vre » de Strasbourg, qui consista, on s'en sou-vient, à effectuer l'adhésion en trois temps, — premier temps : rupture avec l'Internationale banqueroutière et ministérielle de Bruxelles ; deuxième temps, reconnaissance publique des principes de la III^e Internationale, et notam-ment de la dictature du prolétariat ; troisième temps (différé jusqu'au congrès suivant), ad-hésion du Parti à la III^e Internationale.

C'est à nous, les reconstruc-teurs (quel fichu nom nous avions là !) que le Congrès donna raison, — à nous et non pas à Lorient. Mais nous ne fûmes pas sans remarquer (je parle de ceux d'entre nous qui étaient fermement à gauche) que notre majorité de Strasbourg était étrangement composite, puisqu'elle allait de Blum — et même de Renaudel — à Daniel Re-noult et à Cachin, — à Cachin qui, depuis pas mal de temps déjà (je précise : depuis Lu-cerne) penchait vers l'adhésion immédiate à Moscou. De quelle politique résolue pouvait bien être capable une majorité pareille, qui n'avait d'une majorité que le nom ?

Et, d'autre part, nous n'étions pas tous sans angoisse à la pensée que notre manœuvre de Strasbourg, tout en ralliant à nous tous ceux qui détestaient le bolchevisme, nous avait brus-quement coupés d'avec nos alliés naturels, les partisans de la III^e Internationale... Ces der-niers cependant, indifférents au trouble de nos pauvres consciences, suivaient inflexiblement leur voie droite. Ils nous choquaient parfois un peu, il faut bien l'avouer, par ce qu'il y avait chez un certain nombre d'entre eux, d'in-surrectionnel et de néo-hervéiste ; mais nous les admirions quand même parce que, s'ils n'é-taient pas toujours très sûrs de leurs moyens, ils avaient du moins un but, invariable, irré-sistible et clair : le ralliement au communisme révolutionnaire, l'adhésion sans réserves à l'Internationale de la Révolution russe.

La fortune finit toujours par donner raison à ceux qui savent nettement ce qu'ils veulent

— et qui ne le savent nettement, disons-le bien, que parce qu'il ont raison. Dans l'œuvre du Congrès de Tours, Comité de la III^e Interna-tionale et *Bulletin Communiste* auront fait à eux seuls les deux tiers de la besogne. Il y a bien eu sans doute l'action personnelle de Ca-chin et de Frossard, retour de Moscou ; et elle ne saurait être cotée trop bas. Mais c'est le Comité et le *Bulletin* qui nous ont exercés à regarder la scission en face, à la considérer comme inévitable, et qui nous ont déshabitués de ce fantôme indésirable qu'était l'unité à tout prix.

Une ère nouvelle s'ouvre aujourd'hui devant le *Bulletin Communiste*. Notre Parti a à sa disposition plusieurs grands quotidiens, dont deux à Paris, de nombreux journaux hebdoma-daires, alimentés de Paris par l'excellent *Bul-letin de la Presse de province*, sorte de corres-pondance départementale communiste. Le *Bul-letin Communiste* voudrait s'efforcer d'être pour le Parti ce que fut l'ancienne Social-Dé-mocratie allemande, la *Neue Zeit* de Kautsky. Il voudrait rappeler aussi le *Mouvement socia-liste* au temps où il participait activement aux luttes prolétariennes. Il contiendra des arti-cles instructifs et documentés sur toutes les questions inscrites à notre ordre du jour. Il reflètera aussi exactement que possible la vie et les préoccupations du Parti, la vie et les préoccupations de l'Internationale. Il recueil-lera tous les faits, tous les chiffres qui permet-tront au militant d'alimenter et de féconder sa propagande. Il publiera des documents histo-riques aujourd'hui quelque peu oubliés, tels que l'*Adresse inaugurale* de la I^{re} Interna-tionale déjà exhumée par lui, et des fragments toujours actuels des fondateurs de l'idée so-cialiste. Il sera le supplément hebdomadaire de l'*Humanité* et de l'*Internationale*, dont il prolongera l'influence et renforcera l'action.

Le *Bulletin Communiste* sera l'organe atti-tré des militants, de ceux de plus en plus nom-breux parmi nous qu'on pourrait appeler les *techniciens du communisme*. Une arme de plus est, à dater de ce jour, à la disposition du Parti. L'arme est bonne ; il nous manque peut-être encore de la savoir manier avec adresse et exactitude. Qu'on nous fasse cré-dit, à Ker, à Lorient et à moi. Qu'on fasse con-fiance au Parti communiste, dont nous ne som-mes ici comme ailleurs que les fondés de pou-voir et les chargés d'affaires. — Individuelle-ment, un homme n'est que peu de chose. Assu-rés de l'appui du Parti, du concours matériel et moral de tous ses militants, il ne nous est pas défendu d'espérer que nous saurons nous hausser au-dessus de nous-mêmes. Mais qu'on nous aide ! La réussite est à ce prix.

Amédée DUNOIS.

Ni indolence, ni démagogie

Moscou, octobre.

J'ai reçu communication, il y a quatre mois déjà, d'une résolution qui circula de section en section dans la Fédération Communiste de la Seine.

L'Humanité fit, à l'époque, dans un compte rendu de Conseil fédéral, allusion à cette résolution appelée par les uns « motion anonyme », par les autres « motion superbolcheviste ». Elle l'a fait sous une forme que je n'hésite pas à critiquer, — et à condamner, — parce qu'elle ne mettait nullement le lecteur au fait. Il faut croire que cette résolution a empli d'aise les dissidents du Parti Communiste allemand puisque Paul Lévi la publie dans le dernier numéro de sa revue *Unser Weg* et avec une intention qu'il est trop facile de discerner.

Comme c'était mon devoir, j'avais communiqué au nouveau Comité Exécutif de l'Internationale le texte de la résolution, dès que les travaux les plus importants légués par le 3^e Congrès à l'Exécutif furent terminés, et qu'il nous fut loisible d'examiner les questions secondaires. J'ai naturellement, comme c'était mon devoir aussi, donné à mes camarades de l'Exécutif mon opinion propre quant à la résolution, à son contenu, à sa portée. Je me proposais d'exprimer aussi cette opinion à l'intention des tenants de la résolution, par suite d'une incurable habitude que j'ai de dire ma pensée très nettement et en face des contradicteurs, soit pour tenter de les convaincre, soit par acquit de conscience, mais toujours pour prêcher d'exemple et contribuer pour ma modeste part à éliminer de notre Parti Communiste jeune et sain les mauvaises pratiques d'hypocrisie en honneur dans le vieux Parti Socialiste pourri. L'excès du travail à assumer à l'Exécutif a seul retardé cet article où j'entends répondre sans hostilité mais sans réticence aux auteurs de la résolution qui nous intéresse ici.

Il faut dire d'abord que cette résolution n'a trouvé personne à l'Exécutif pour la prendre au sérieux, avant même que je l'eusse commentée. Quand j'en remis le texte à Bela Kun, notre « gauchiste » par excellence, celui-ci s'en empara avec un vif intérêt. Mais après lecture, il dut déchanter, et il ne m'en reparla plus... C'est qu'on trouve dans la résolution de telles puérités et de telles erreurs de fait, d'interprétation et de démonstration que les rares passages méritant de retenir l'attention en sont éclipsés.

La motion débute sur une classification arbitraire, artificielle et superficielle du Parti en trois courants. Elle n'en donne ni les caractéristiques, ni les conceptions doctrinales ou tactiques, elle n'en signale pas la moindre ma-

nifestation originale à chacun. Elle se contente d'affirmer, sans apporter le moindre justification à ses affirmations. Elle ne trace aucune ligne de démarcation visible à l'œil nu entre ces vagues « courants » que nos inopportunistes n'aperçoivent que très vaguement eux-mêmes. Ceux-ci s'imaginent, par une aberration vraiment enfantine, qu'il est permis à quiconque de baptiser droite, gauche ou centre les différentes parties d'un parti. Ils oublient que les mots ont une signification qu'il n'appartient pas au premier venu de changer. Ils méconnaissent que « gauche » et « droite » ont un contenu dans l'Internationale. J'ai déjà eu l'occasion d'écrire ici que la « gauche », dans notre Internationale, se caractérise par un programme, par des méthodes d'action *spécifiques* (antiparlementarisme, ou scission dans les vieux syndicats, ou tactique offensive, etc.), dont aucune n'est mise en avant par aucune tendance du Parti français. Attendons que des courants se dessinent et se définissent avant de les enregistrer dans une motion. Il est possible que des tendances diverses existent dans notre Parti ; mais à ce jour, nous ignorons encore lesquelles, et ce qu'elles veulent. Le prochain Congrès national leur donnera l'occasion de se manifester ; à ce moment-là, nous parlerons de courants et, pour la commodité des discussions, nous leur donnerons un nom ; jusque-là, ne codifions pas des incertitudes ou des présomptions.

Après cette présentation trop légère de l'aspect du Parti, qu'elle appelle on ne saurait deviner pourquoi une « critique générale », la motion énumère « un certain nombre de faits indiscutables » pour « corroborer cette critique générale ». J'observe : 1^o que les faits indiscutables sont précisément on ne peut plus discutables, à tel point qu'ils ne résistent pas à la discussion ; 2^o que ces faits soi-disant indiscutables ne corroborent rien du tout ; 3^o que la prétendue critique générale n'en est pas une.

Premier « fait indiscutable » dont je discute, en citant textuellement :

a) *Les postes importants dans l'organisation intérieure et dans la presse du Parti sont pour la plupart occupés par d'anciens reconstructeurs.*

Il est vrai que ce fait est réel, mais il n'est pas indiscutable car il ne suffit pas de constater un fait, il faut encore l'analyser et l'interpréter. Que signifie donc ce fait ? Simplement que le Comité de la 3^e Internationale n'a pas lutté pour conquérir des places, contrairement à ce que prétendent mensongèrement les gens du *Populaire*, mais pour transformer le Parti en parti communiste, affilié à la 3^e In-

ternationale. En choisissant les hommes de confiance du Parti, et notamment les titulaires des principales rubriques de nos journaux, nous ne nous sommes pas préoccupés de l'ancien classement des membres du Parti, nous n'avons eu en vue que leur aptitude, leur compétence. Nous avons maintenu à leurs postes éminents tous ceux, comme Frossard, Cachin, Renoult, Dunois, Paul Louis, etc., qui s'étaient ralliés à notre programme, ne leur demandant que de servir fidèlement le communisme. Je persiste à croire que nous avons bien fait. A tout le moins, l'expérience valait d'être tentée. Aucune charge n'est inamovible dans notre Parti, qui reste toujours libre de destituer et de remplacer ceux dont les mérites ou les services rendus apparaissent insuffisants. Ce faisant, le Parti n'aura pas à faire intervenir comme élément d'appréciation l'ancien classement de nos militants ; il recherchera les capacités et comme, à l'heure actuelle, il n'aura pas l'embarras du choix, l'esprit de concurrence ne devra pas s'en mêler. Le Comité de la 3^e Internationale a placé, à côté des anciens reconstruc-teurs, un très petit nombre de camarades qui se montraient aptes à rendre des services au Parti, mais il n'a pas cherché à imposer des militants parce que ayant appartenu à son organisation. Nous avons la volonté d'obtenir une fusion intime des anciennes tendances ; ce ne serait pas une bonne méthode pour y parvenir que de juger les hommes d'après leur ancienne position dans le Parti. Si j'ai à critiquer Frossard ou Rappoport, ou tout autre, c'est parce que je considère qu'ils se trompent, et non parce qu'ils ont ou n'ont pas appartenu à un Comité dont j'étais membre moi-même. De même, si un camarade est mécontent du représentant du Parti à l'Exécutif, il doit dire franchement pourquoi, sans se préoccuper du rôle passé de celui-ci.

Deuxième « fait indiscutable », dans la motion inopportuniste :

b) *Les articles publiés par la presse communiste émanent le plus souvent d'anciens reconstruc-teurs. Certains organes de province, comme le Progrès de Loir-et-Cher, sont rédigés en partie double, « sous le contrôle du Parti » (tout court), par le Parti Socialiste (S.F.I.O.) et le Parti Socialiste (S.F.I.C.).*

Même argumentation que pour le fait précédent. Qu'importe que la plupart des articles soient signés par d'anciens reconstruc-teurs, si les articles sont bons, s'ils sont communistes ? Les articles sont-ils communistes ? Toute la question est là, et non pas dans la qualité d'anciens reconstruc-teurs des signataires. Nous devons critiquer tous les articles qui propagent ou entretiennent des erreurs, ou de la confusion, quels qu'en soient les auteurs. Si Lorient écrivait un article nuisible au Parti ou à l'Internationale, il mériterait la critique ou le blâme, quoique n'étant pas ancien reconstruc-teur. Je suis de ceux qui désapprouvent beaucoup d'articles publiés dans l'*Humanité*, mais j'affirme ne pas tenir compte de l'ancienne tendance des rédacteurs. L'ancienne

tendance « reconstructrice » doit être évoquée et dénoncée si elle survit comme tendance actuelle.

Quant au fait intolérable signalé à propos du *Progrès de Loir-et-Cher*, et que je ne suis pas à même de vérifier, il doit provoquer une intervention immédiate et décisive de la Direction du Parti. Voilà pour les promoteurs de la motion une excellente occasion d'intervenir dans l'intérêt du Parti, de se montrer plus actifs, plus vigilants, plus sérieux que les camarades dont ils critiquent avec raison, en cette occurrence, l'indifférence ou l'apathie. Mais est-il besoin de former une « gauche » pour empêcher une Fédération de commettre une faute ? Nullement. Le devoir de tout communiste est de travailler à l'amélioration de son Parti sans pour cela former une tendance spéciale, à moins que ne se produisent des divergences de vues fondamentales. Je n'aperçois pas encore ces divergences fondamentales. Quand elles se produiront, il sera temps de parler de tendances et, à ce moment, j'espère bien ne pas être à droite.

Continuons la discussion des faits indiscutables :

c) *Les élections législatives complémentaires qui ont eu lieu depuis le Congrès de Tours (2^e secteur de Paris, Oise, Côtes-du-Nord, Haute-Savoie) ont été l'occasion pour les candidats du Parti, non pas d'une opposition intransgeante à tous les partis adverses, mais d'appels réitérés publics en faveur de la conciliation des « gauches » et de l'échec concerté au « Bloc National ».*

Cette fois, il y a un fait au moins qui est, non seulement discutable, mais encore inexistant. J'ignore tout des élections de l'Oise, des Côtes-du-Nord et de Haute-Savoie, mais je puis parler de celle du 2^e secteur parisien à laquelle j'ai été bien malgré moi mêlé. Il a fallu évidemment que nos inopportunistes soient très démunis d'arguments pour qu'ils recourent à un de ceux qu'affectionnent *Le Populaire*, si l'on peut appeler argument un mensonge. Il n'a jamais été question, lors de l'élection du 2^e secteur parisien, de « conciliation des gauches », ni d'aucune autre « conciliation », pas plus que de ce « Bloc des gauches » qui préoccupe tant les dissidents. Nous avons mis en avant les thèses les plus caractéristiques du communisme, en particulier la négation de la défense nationale en régime capitaliste ; cela excluait toute « conciliation ». Au deuxième tour de scrutin, après le retrait des candidatures dites « de gauche » défavorisées au premier tour, nous avons exploité la retraite de nos plus proches adversaires en faisant appel aux masses sans nous adresser aux chefs. On cherche en vain, dans tout cela, une « conciliation » ou un « bloc ». A moins de considérer les élections comme un moyen de recensement des communistes adhérant au Parti, recensement inutile puisque c'est au secrétariat du Parti qu'on le fait en tout temps, on est bien obligé de les envisager comme un moyen d'attirer des sympathisants, des hésitants, des mécontents,

voire même des citoyens momentanément indignés de certains excès du régime, que l'on s'efforce ensuite de catéchiser plus avant. Si les communistes ne profitaient pas de toutes les circonstances favorables à détacher des masses de leurs chefs pour les entraîner à leur suite, — abus du pouvoir, cherté de la vie, charges fiscales, menaces de guerre, etc. — ils ne formeraient pas le parti d'action et d'agitation du prolétariat, ils ne constitueraient que des cercles d'étude, des foyers intimes de discussion. Il ne faut pas confondre « l'opposition intransigeante à tous les partis adverses » dont parlent nos inopportunistes et à laquelle il n'a pas été dérogé dans le 2^e secteur parisien avec une *opposition intransigeante aux masses égarées*, que nous avons précisément pour mission d'attirer vers le communisme en tirant parti de toute occasion propice. Il ne faut donc pas confondre l'appel aux masses « de gauche » avec la « conciliation » ou le « bloc » des « gauches ».

Si les autres exemples invoqués par la motion inopportuniste valent le premier, ils ne valent rien. Il faut souhaiter pour les signataires qu'ils ne se trompent pas à tout propos. Admettons que les autres cas invoqués soient réels. Rapprochés d'autres faits d'une intransigeance inutile et sans portée, ils signifient que le Parti est dépourvu de tactique, qu'il se fie à l'improvisation, à des initiatives locales privées de coordination. C'est un mal qu'il faut combattre, et nos inopportunistes ont eu là de belles occasions de s'employer utilement à l'amélioration des méthodes de lutte de leur parti. Mais ils se sont tus alors qu'ils auraient dû parler et ils parlent après coup comme s'ils avaient le droit d'oublier qu'ils partagent la responsabilité des erreurs qu'ils déplorent. Au lieu de former une tendance sans raison d'être, ils feraient mieux de travailler pour engager le Parti dans une bonne voie.

Suite des « faits indiscutables » :

a) *Certains élus ont, au Parlement, une attitude non communiste et ne se différencient en quoi que ce soit des réformistes ou des bourgeois. Le Bulletin Communiste du 9 juin en donne une illustration supérieure.*

Cette fois, impossible de contester le fait. Il n'est que trop évident. Mais constater ce fait et critiquer l'attitude de certains élus, cela signifie-t-il être à gauche ? En ce cas, je suis à gauche, et Bela Kun sera tout étonné de voir sa fraction s'enrichir d'un tel « gauchiste ». Plutôt que de récriminer dans une motion maladroite que déconsidèrent des énormités malgré quelques critiques fondées, il faut mettre en discussion dans les sections l'attitude blâmable de ces élus, exiger du Comité Directeur un contrôle sévère, des interventions fréquentes et fermes. Tous les communistes sérieux seront d'accord là-dessus, et auront à cœur de ne pas laisser aux inopportunistes le monopole de la critique salutaire.

e) *La mobilisation de la classe 1919, que la*

presse, tant communiste que bourgeoise, avait cependant fait prévoir deux mois à l'avance, a pu être opérée par le gouvernement sans rencontrer l'opposition, non point théorique, mais pratique et active, du Parti qui ne fut même pas consulté sur la question par le Comité Directeur.

Devant la carence de celui-ci, les Jeunesses communistes, syndicalistes et anarchistes, qui avaient préalablement, mais en vain, sollicité le concours du Parti, ont, seules, assumé cette tâche désertée par lui et encouru seules la répression de la bourgeoisie. Diverses sections du Parti, pour avoir tenté le même geste, ont été désavouées par le Comité Directeur. La seule conclusion logique que le Comité Directeur ait donnée à cette grave question a consisté à s'opposer, quelques jours après, à l'introduction, dans les statuts du Parti, de la négation de la défense nationale en régime capitaliste, votée par la Fédération de la Seine.

Il faut espérer qu'après les débats du Comité Exécutif de l'Internationale cette question est considérée comme liquidée. On ne remplace pas la *lutte des classes* par la *lutte de la classe 1919*, ainsi que l'a démontré Trotsky avec force et avec esprit. Le Comité Directeur n'avait pas à consulter le Parti : il avait, comme son nom l'indique, à le diriger. Il ne l'a pas fait, c'est là qu'est son tort, et c'est le seul reproche qu'on doive lui décerner. Le reste n'est que rhétorique creuse. Quelle opposition « non point théorique, mais pratique et active » pouvaient nos inopportunistes ? Si c'est l'insoumission des jeunes recrues, l'idée n'est ni pratique, ni efficace : elle est simplement irraisonnée.

Quant à la négation de la défense nationale en régime capitaliste, sa place n'était pas dans des statuts. Si on l'y introduisait, il n'y aurait aucune raison d'omettre la théorie de la valeur, celle de la plus-value, celle de la concentration capitaliste, celle de la paupérisation du prolétariat, la loi d'airain des salaires, et le reste... La carte du Parti se présenterait alors sous l'aspect d'un in-octavo. Là, nos inopportunistes ne sont pas seulement dans l'erreur, ils sont dans le ridicule.

Ce que le Parti aurait dû faire après Tours, c'est dresser un nouveau *programme politique* du Parti, traitant de la défense nationale comme de toutes les applications de la doctrine communiste aux problèmes actuels. Le Comité Directeur aurait dû se mettre au travail pour préparer un projet à soumettre au Parti. Devant sa carence, l'initiative des sections aurait dû s'exercer. Tous les responsables de cette paresse méritent la critique, jusques et y compris les auteurs de la motion inopportuniste. Ce qui n'a pas été fait hier doit l'être demain : il n'y a pas d'autre façon de réparer la faute.

f) *La manière dont a été choisie et mandatée la délégation du Parti au 3^e Congrès de l'Internationale Communiste lui retire tout droit de parler, autrement qu'au nom personnel de ses membres. En effet, contrairement aux termes formels de l'invitation rédigée par le Comité Exécutif, l'ordre du jour de ce Congrès n'a été mis en discussion dans aucune assemblée délibérante ou réunion publique du Parti. Le choix qualificatif des délégués n'a fait l'objet d'aucune consultation des sections,*

qui ont pu légitimement, mais en vain, protester au sujet de certaines désignations. Ce choix confirme d'ailleurs, pour quiconque connaît la qualité de leurs bénéficiaires, la collusion signalée plus haut entre les courants droitiers et centristes du Parti. Les camarades qualifiés pour représenter le courant de gauche ont été tenus à l'écart de la délégation et ne sont donc pas représentés à Moscou.

Ici, nos inopportunistes justifient cette dénomination d'une manière éclatante. Ils manquent, selon une expression populaire savoureuse, une belle occasion de se taire. Mais ils font plus : ils se livrent à une démagogie qui exige la riposte la plus dure. De fait, ils ne peuvent pas méconnaître que la délégation a été choisie secrètement parce qu'il était impossible d'agir autrement. Révéler le nom des délégués, c'eût été les « brûler », mettre les policiers à leurs trousses, renforcer la surveillance aux frontières, augmenter les risques de la route, perdre certainement les trois quarts de la délégation. Tant que la république capitaliste nous contraindra à l'action illégale, nous aurons à prendre des décisions secrètes et à les appliquer clandestinement. La cause est entendue pour notre Parti depuis Tours, et ceux qui la remettraient en question maintenant trouveraient, qu'ils le sachent bien, à qui parler. Quant à l'invitation de l'Exécutif, elle s'adressait à des militants communistes, et non à des machines. L'Exécutif ne s'est pas donné le ridicule de recommander la désignation secrète par les bureaux des Comités centraux dans les pays où le degré de l'oppression du mouvement communiste l'exige. Si le « choix qualitatif » a été mauvais, que les critiqueurs se lèvent et parlent. C'est leur droit, c'est leur devoir. Les responsables ont des comptes à rendre, ils les rendront, le Parti jugera. Pour ce qui est des camarades qui se croient « qualifiés » pour représenter ce qu'ils croient être un « courant de gauche », il sera plus charitable de n'y pas insister. Souhaitons seulement qu'ils rougissent de honte en relisant ce paragraphe de leur motion, qui atteint là au summum de l'inopportunité et de l'inopportuniste.

g) *Aucun effort n'a été fait par le Comité Directeur pour organiser une action méthodique et pratique révolutionnaire, basée sur le travail personnel des adhérents et des sections.*

C'est vrai. Le Comité Directeur ne mérite pas d'éloges, sous ce rapport, et « les adhérents et les sections » n'en méritent pas davantage. L'indolence du Comité Directeur doit être secouée, mais qui doit le faire sinon les sections ? Celles-ci sont évidemment moins responsables que celui-là, qui est formé des militants censés être les meilleurs, les plus éprouvés, les mieux informés, les plus capables de diriger le Parti. Pourtant, ne méconnaissions pas que c'est avant tout la formation organique de notre comité central qui est cause de l'insuffisance de son travail. Dans les partis communistes de tous les pays importants, les Comités centraux sont composés de militants

exclusivement au service du Parti, lui consacrant tout leur temps, toutes leurs forces, prêts à se concerter à toute heure, fournissant aux cellules du parti des thèmes de discussion, des programmes de travail, des conseils, des directives. Chez nous, le Comité Directeur compte comme agents exclusifs du Parti des journalistes, des élus, absorbés par d'autres besognes que celles de la direction, et un nombre infime de fonctionnaires ou propagandistes (quatre). Les autres membres ne consacrent que quelques heures par semaine à leur tâche directoriale. Notre personnel de direction est donc insuffisant et mal utilisé. Comment l'enrichir de forces nouvelles, comment répartir les hommes et distribuer les tâches ? Il nous faudrait un Comité Directeur constitué par ce que Lénine appelait autrefois des « révolutionnaires professionnels », et non par des « amateurs ». Un Comité Directeur qui siège trois heures par semaine est incapable de rien diriger. Il nous faut aussi trouver des hommes, sortir du rang les militants trop modestes, les encourager et les former, leur donner confiance en eux-mêmes pour qu'ils acquièrent la confiance du Parti, renforcer ainsi nos cadres et améliorer notre direction. Ce ne sera pas l'œuvre d'un jour.

h) *La question des statuts, la seule sur laquelle les sections aient été appelées à se prononcer depuis Tours, présente un exemple frappant des méthodes par lesquelles l'exercice du droit de libre discussion, théoriquement reconnu aux sections, est rendu en fait illusoire. La rédaction du projet des statuts, confiée à une commission qui ne fonctionna jamais, fut en réalité le travail de deux membres du Comité Directeur. Il ne fut porté à la connaissance des sections qu'une dizaine de jours avant les Congrès fédéraux précédant le Congrès national. Faute d'un délai suffisant pour une discussion sérieuse, la Fédération de la Seine fut seule en mesure d'apporter hâtivement des amendements appréciables. Tous fut d'ailleurs mis en jeu, avant et pendant le Congrès, pour les étouffer, en sorte que les 26 premiers articles furent votés en quelques minutes sans discussion et que, sur les 25 derniers, la Fédération de la Seine ne fut admise à faire entendre sa voix qu'à la suite d'une protestation énergique.*

Il est rare de lire un texte si dépourvu d'idées, d'inspiration si médiocre et de dialectique si pauvre que l'est ce paragraphe. Une commission qui ne se réunit pas, qui laisse faire son travail à deux de ses membres, qui en présente le résultat trop tard aux sections, c'est, hélas ! un fait d'une banalité courante, qui témoigne d'une grande indolence dont notre Parti n'a d'ailleurs pas le monopole et qui reflète une situation politique générale trouble, incertaine, peu propre à stimuler l'activité des partis. Disons aussi que si le projet de nouveaux statuts dressé par la commission était nul, — et c'est mon point de vue depuis le premier jour, — les amendements de la Fédération de la Seine ne valaient pas grand'chose le plus souvent, étaient même quelquefois d'une absurdité intégrale, quand ils avaient été imposés par certains inopportunistes, précisément à la faveur de cette indolence générale

qui a laissé le champ libre à la démagogie. Que l'on relise les thèses sur la structure et l'organisation des partis communistes, votées au 3^e Congrès de Moscou, et qu'on les confronte avec notre organisation, telle que les nouveaux statuts la déterminent. On en conclura que le travail de réorganisation du Parti *reste à faire*. Si le Parti s'en rend compte aujourd'hui, il saura profiter du Congrès de Marseille pour examiner l'adaptation à la France des thèses de Moscou sur la constitution organique d'un Parti communiste.

La place me manque cette fois-ci pour réfuter la dernière partie de la motion inopportuniste, basée sur une ignorance totale de la vie du Parti communiste russe dont elle prétend pourtant s'inspirer. Ce pourrait faire l'objet d'un autre article, sur le thème sempiternel et rebattu de la centralisation. Nous avons surtout tenu, pour l'heure, à citer, pour en discuter tous les « faits » invoqués par les inopportunistes français à l'appui de leur petit mou-

vement sans fécondité. Peu de chose mérite d'en être retenu. Il se dégage clairement d'un examen objectif de cette critique de notre Parti que celui-ci souffre de l'indolence des uns, de la démagogie des autres. Mais celle-ci n'existera pas si celle-là disparaît. Le devoir s'impose donc impérieusement aux communistes sérieux de combattre sans ménagements la paresse qui stérilise nos organes directoriaux, tout en refusant de faire la moindre concession à la surenchère brouillonne d'une prétendue « gauche ».

Ni indolence, ni démagogie ! Cette formule ne ressemble en rien à une théorie du « juste milieu ». Elle traduit la nécessité d'éviter un double danger, — et non de trouver un équilibre entre deux forces. Elle n'est d'ailleurs qu'une autre expression du mot d'ordre lancé par le 3^e Congrès Communiste mondial et déjà revendiqué ici : *Ni opportunisme de droite, ni inopportuniste de gauche*.

Boris SOUVARINE.

La Minorité Syndicaliste et l'Unité Ouvrière

Dans le dernier numéro de la *Vie Ouvrière*, Monatte, examinant de sang-froid les dangers qui menacent l'unité syndicale, exprime l'espoir que les manœuvres scissionnistes peuvent encore et doivent être déjouées, et il conclut qu'en tout cas « c'est ceux qui veulent briser l'unité syndicale qui seront brisés ».

C'est précisément en vue d'étudier la situation faite à la minorité révolutionnaire par les manœuvres scissionnistes des dirigeants confédéraux que se tenait la semaine dernière une conférence à laquelle étaient convoquées les Unions et Fédérations composant la minorité, ainsi que les organisations qui se sont affirmées au dernier Comité National pour l'Unité ouvrière.

Le plan de scission

La résolution votée à Lille par 1.560 voix contre 1.325 pouvait-elle être interprétée dans un sens nettement scissionniste ? Constituait-elle le premier acte du travail de préparation reconnu indispensable par les partisans de la rupture ? Les faits qui se sont déroulés depuis trois mois répondent assez clairement à cette double question ; mais déjà nous étions fixés par les cyniques commentaires de Rey, ce délégué à la propagande, porté aux nues par

l'Information Sociale et la *Journée Industrielle*.

A Lille, écrivait Rey dans *l'Information Sociale*, une résolution fut présentée par nous et adoptée par la majorité. Son esprit, sinon son texte, fut longuement discuté entre nous les jours qui précédèrent. Nous savions bien ce que nous propositions et nous en avions prévu toutes les conséquences. La pensée de tous les délégués majoritaires était que la décision prise à Lille devait être appliquée. Pas d'organisation sans respect des décisions de congrès. Et l'application de la résolution de Lille par la majorité, c'est la scission. Telle est toute la réalité.

Rey convenait que la scission était le seul moyen de sauver la pseudo-majorité :

Majorité et minorité sont *fictives*. Il serait ridicule, s'appuyant sur cette *majorité inexistante*, de continuer à diriger la C. G. T. en attendant patiemment que la minorité soit devenue majorité.

Il affirmait la nécessité de préparer les militants à *cet extrême salutaire et douloureux*, de créer un courant d'opinion pour rendre acceptable une scission impopulaire et, à la date où il écrivait (18 septembre) il s'impatientait de voir que le *Peuple* n'avait pas encore commencé la campagne.

Ainsi, il devenait évident que les minoritaires avaient joué un jeu de dupes au Congrès

de Lille, en ne poussant pas à fond le premier avantage qu'ils avaient obtenu sur la motion préjudicielle Fiquet, condamnant les exclusions. Les paroles de Dumoulin, déclarant que la motion Fiquet, c'était *tout le débat*, étaient pourtant suffisamment claires.

Les scissionnistes au travail

Dès lors, le plan de scission arrêté dans l'ombre allait se dérouler implacablement. Au lendemain du Congrès les Fédérations de l'Agriculture et des Employés reprenaient les mesures d'exclusion qu'elles avaient retirées à Lille. Chez les cheminots, la scission était consacrée par l'intervention partielle de la C. G. T. en faveur du bureau réformiste qui pourtant n'avait derrière lui que 187 syndicats contre 275 au bureau révolutionnaire ; enfin à l'Union des Bouches-du-Rhône les majoritaires, sous l'œil bienveillant des grands chefs, fondaient une Union dissidente.

La « technique de la scission », dont pas un seul majoritaire n'aurait osé parler au Congrès National, allait être déterminée au Comité Confédéral de septembre et approuvée par une majorité infime de une, deux ou trois voix. Il faut d'ailleurs rappeler que les scissionnistes furent battus par les Unions départementales et n'obtinrent leur majorité dérisoire que par l'appoint des Fédérations.

La condamnation des C. S. R. ;

L'exclusion des syndicats qui refusent de s'incliner devant cette décision ;

La reconnaissance automatique par la C. G. T. de toutes les minorités qui se sépareront des organisations révolutionnaires sous prétexte de reconnaître les résolutions du C.C.N.,

Telles sont les armes qui vont permettre à la pseudo-majorité de brusquer les événements et de sanctionner abusivement le vote de la motion de Lille, laquelle, d'après Rey, n'était qu'un traquenard.

Au lendemain du C. C. N., on voit en effet la Fédération de l'Habillement et celle des Métaux partir en guerre contre l'opposition. Le bureau réformiste des cheminots annonce son intention de ne convoquer au Congrès unitaire que les syndicats qui répudieront le bureau Semard.

Or, il est évident qu'en reconnaissant le bureau Montagne, c'est-à-dire en approuvant l'impudent tripatouillage de 10.000 voix opéré par Bidegaray au Congrès des cheminots, en refusant d'entendre la voix des 275 syndicats minoritaires fidèles au bureau Semard, la Commission confédérale des conflits est prise

en flagrant délit de scission. De plus, en s'abstenant de convoquer le Congrès unitaire, conformément à la sentence rendue, le bureau Montagne reprend à son compte la responsabilité et l'initiative de la cassure. La scission chez les cheminots pose ainsi tout le problème de l'unité confédérale.

La conférence minoritaire

Avant que l'irréparable ne soit accompli, la minorité syndicaliste, dans sa conférence des 31 octobre et 1^{er} novembre, a donc décidé de faire auprès du Bureau confédéral une suprême tentative de conciliation. Les mandataires de la conférence, en attendant d'être reçus par la Commission Administrative, ont demandé par écrit que la C. G. T. convoque elle-même un Congrès unitaire de tous les syndicats de cheminots régulièrement confédérés au moment du Congrès de Lille, c'est-à-dire qu'elle fasse pour la Fédération du Rail ce qu'elle a fait pour l'Union des Bouches-du-Rhône.

Que va faire la Commission administrative ?

Il est certain que le Bureau Montagne est d'accord avec cette commission en imposant aux syndicats réguliers l'obligation de le reconnaître pour participer au Congrès. Cependant il est indispensable de mettre au pied du mur les dirigeants confédéraux, par une tentative faite devant toute l'opinion ouvrière.

Certes, l'état-major scissionniste préfère à une cassure nette une scission par grignotage, dont les responsabilités diffuses et insaisissables pourront facilement être rejetées sur la partie adverse. La minorité, constamment attaquée et manœuvrée, refuse de se prêter plus longtemps à ce jeu.

Placé devant un cas net et précis, le gouvernement confédéral dira ce qu'il veut. Après quoi, le dernier mot restera encore aux syndiqués.

A. KER.



La Semaine Politique

La guerre du Droit et les Kémalistes

La guerre du droit vient d'avoir sa conclusion très normale dans le Proche-Orient.

M. Franklin-Bouillon, futur ministre des Affaires étrangères du Bloc des Gauches, y a signé un accord avec les Kémalistes, auquel il convient d'épingler une lettre adressé à cette occasion au négociateur français par le gouvernement de la grande Assemblée d'Angora. En voici les passages essentiels :

Je me plais à espérer, écrit le ministre kémaliste des Affaires étrangères, que l'accord conclu entre le gouvernement et la grande Assemblée Nationale de Turquie et le gouvernement de la République française, en vue de réaliser une paix définitive et durable, aura pour conséquence de rétablir et de consolider les relations étroites qui ont existé dans le passé entre les deux nations.

« Entre les deux nations ». On va voir sous quelles espèces la grande Assemblée d'Angora s'attend à refaire connaissance avec la nation française :

Le gouvernement de la grande Assemblée, désireux d'autre part de favoriser le développement des intérêts matériels entre les deux pays, me charge de vous déclarer qu'il est disposé à accorder la concession des mines de fer, de chrome et d'argent se trouvant dans la vallée de Harchite, pour une durée de 99 ans, à un groupe français qui devra procéder, dans un délai de 5 ans, à partir de la signature du présent accord, à l'exploitation de cette concession par une société constituée conformément aux lois turques avec participation des capitaux turcs jusqu'à concurrence de 50 0/0.

En outre, le gouvernement turc est prêt à examiner avec la plus grande bienveillance les autres demandes qui pourraient être formulées par des groupes français relativement à la concession de mines, voies ferrées, ports et fleuves, à condition que lesdites demandes soient conformes aux intérêts réciproques de la Turquie et de la France.

D'autre part, la Turquie désire profiter de la collaboration des professeurs spécialistes français dans ses écoles professionnelles. A cet effet, elle fera connaître plus tard l'étendue de ses besoins au gouvernement français.

Enfin, la Turquie espère que dès la conclusion de l'accord, le gouvernement français voudra bien autoriser les capitalistes français à entrer en relations économiques et financières avec le gouvernement de la grande Assemblée Nationale de Turquie.

« Groupes français », « capitalistes français » : M. Franklin-Bouillon a bien stylé le ministre des Affaires étrangères de la grande Assemblée d'Angora. Voilà ce qu'il faut en-

tendre, quand on parle de « la France ». Tant le capitalisme s'oppose à ce qu'il appelle pompeusement — par antiphrase sans doute — l'unité et la solidarité nationales !

La curée annoncée par cette lettre et par le texte de l'accord franco-kémaliste qui comporte la cession à « un groupe français » (toujours !) d'un tronçon du chemin de fer de Bagdad, vient d'ailleurs de dresser contre nous l'hostilité furieuse du capitalisme anglais. Des journaux posent sans hésitation à ce sujet la question même de l'alliance...

« Mines de fer, de chrome, d'argent, voies ferrées, ports, fleuves », voilà comment finissent les guerres où 1.500.000 des nôtres tombèrent démocratiquement sur les champs de bataille, avec l'extrême-onction du groupe « socialiste » au Parlement.

Et nos dissidents n'attendent que la prochaine occasion pour mettre le sceau de leur « parti » au bas des crédits de guerre !

A propos du débat sur les habitations à bon marché

La Chambre a voté vendredi un inoffensif projet de loi prétendant remédier à l'insuffisance et à l'insalubrité du logement par la construction de maisons à bon marché. Nous avons déjà dénoncé dans l'*Internationale* la duperie malhonnête d'un tel projet. Nous n'y reviendrons pas. Il ne sera pas cependant sans intérêt de signaler par quelques chiffres la gravité du mal dont la déchéance capitaliste rend aujourd'hui la guérison impossible.

On sait que le logement insalubre et surpeuplé entraîne une sur-mortalité considérable. Si nous nous en tenons aux statistiques parisiennes de 1911-1913, nous constatons que la mortalité générale est, dans les arrondissements riches, inférieure de plus de 100 pour 100 à celle des arrondissements pauvres. La moyenne de la mortalité générale dans les trois arrondissements les plus riches (8^e, 16^e, 9^e), s'élève à 11 pour 1.000. Dans les trois arrondissements les plus pauvres (13^e, 19^e, 20^e), la mortalité est de 22,4 pour 1.000. L'opposition du 8^e et du 13^e arrondissement est encore plus caractéristique : pour 9 riches qui meurent dans le premier, 24 pauvres meurent dans le second !

Les chiffres de la mortalité infantile sont d'une éloquence navrante, les enfants offrant à la misère une moindre résistance que les

adultes. Dans les trois arrondissements les plus riches, la mortalité infantile s'élève à 5,1 pour 100. Elle est trois fois plus élevée dans les arrondissements les plus pauvres : 15,1 pour cent ! Reprenons l'opposition du 8^e et du 20^e : dans le 8^e arrondissement, elle atteint seulement 3,1 pour 100 ; dans le 20^e, elle est de 15,2 pour cent (enfants légitimes) ; dans le 14^e (enfants illégitimes) de 27,6 pour cent. Ainsi, *pour un enfant riche, il meurt 5 enfants pauvres légitimes, et 9 enfants pauvres illégitimes...*

Nous ne nous indignons pas. Nous consta-

tons : *sur 9 enfants pauvres qui meurent, le capitalisme en a condamné 8 à mort !*

Et le rapporteur général des projets de loi en discussion a reconnu que l'insuffisance et l'insalubrité du logement, causes premières de cette sur-mortalité, étaient pires encore dans la ville moyenne qu'à Paris.

A part ça, il paraît que dans la République bourgeoise, les hommes « naissent » et « meurent » égaux en droits... A l'inégalité dans la vie le capitalisme a ajouté jusqu'à l'inégalité devant la mort.

C.-E. LABROUSSE.

A NOS AMIS, A NOS LECTEURS

Ainsi que l'annonce d'autre part notre camarade Amédée Dunois, le *Bulletin Communiste*, à partir du présent numéro, cesse d'être l'organe du Comité de la 3^e Internationale. Notre directeur, Boris Souvarine, a déjà exposé ici les conditions de la disparition de ce Comité.

En vertu de la résolution prise d'un commun accord entre le Comité Exécutif de l'Internationale et les représentants du Comité de la 3^e Internationale, à Moscou, la dissolution du Comité a été prononcée par ses membres. Le *Bulletin Communiste* et la *Bibliothèque Communiste* sont donc transférés au Parti.

La *Bibliothèque Communiste* passe à la Librairie de l'*Humanité*, dont le catalogue sera ainsi enrichi des noms de Lénine, Trotsky, Clara Zetkin, Alexandre Kollontai, etc. Elle restera comme une série d'éditions spéciales, qui sera continuée par la Librairie de l'*Humanité*.

Le *Bulletin Communiste*, organe du Communisme international, poursuit son œuvre d'éducation, de documentation et de critique communistes, qui lui a valu l'accueil exceptionnellement favorable qu'il a trouvé dans l'élite de la classe ouvrière française.

Le *Bulletin Communiste* peut être fier du travail accompli par lui, au milieu des pires difficultés. Je me souviens de notre joie lorsque parut le premier numéro. Nous étions alors installés rue Grange-Batelière. Nous devions déménager peu après et être accueillis par *Clarté*, 12, rue Feydeau, et ce, à la grande indignation de Longuet. Puis, *Clarté* s'en allant boulevard St-Martin, nous avons quitté le repaire des dissidents et émigrés, 123, rue Montmartre, dans un local sombre et malsain. Nous voici maintenant installés au siège du Parti.

Le Comité de la 3^e Internationale lègue au Parti un journal qui, malgré le complot, la répression, l'arrestation de nos amis Lorient et Souvarine, n'a cessé de progresser.

Le *Bulletin Communiste* a continué sa route,

grâce aux multiples encouragements qui nous parvenaient de tous les coins de la France socialiste, grâce aussi à l'énergie et au dévouement de certains camarades.

Faut-il rappeler la campagne menée par le *Bulletin* en faveur de l'adhésion à la 3^e Internationale, la solide documentation qu'il apportait à nos propagandistes, l'accueil favorable qu'il reçut dans tout le pays ? La collection du *Bulletin Communiste* prouve mieux que tout ce que nous pourrions dire le rôle joué par celui-ci.

Le *Bulletin Communiste* devient organe officiel du Parti. Avec le Comité de rédaction, nous étudierons les moyens d'étendre le champ d'action de notre organe. Il faut que nous paraissions toutes les semaines sur 24 ou 32 pages. Il faut augmenter la collaboration française, donner au journal un aspect plus varié, illustrer le *Bulletin* à l'aide de photos rapportées de Moscou par nos camarades.

Pour que tous ces projets se réalisent, le concours de tous nous est nécessaire. Ce que les groupes du Comité de la 3^e Internationale ont fait, les fédérations et les sections du Parti le peuvent. Une intense propagande en faveur de notre organe doit avoir lieu. Tous les camarades doivent faire une véritable chasse aux abonnés, exiger que notre *Bulletin* soit en vente dans tous les kiosques et affiché en bonne place.

Nous tenons à la disposition des camarades qui nous en feront la demande, des bouillons destinés à être distribués au cours des réunions publiques. Ecrivez-nous et vous recevrez franco de vieux numéros. Ecrivez-nous également pour nous faire la critique du *Bulletin*, pour nous exposer vos idées concernant la présentation de notre journal.

Que nos lecteurs et amis, toujours de plus en plus nombreux, nous conservent leur confiance et leur soutien, et nous saurons, à notre tour, ne rien négliger pour conserver à nos publications un intérêt grandissant.

René REYNAUD.

Défense Nationale et Défense Sociale

Le retour de l'ex-roi Charles en Hongrie, conséquence prévue et naturelle des bagarres dans les comitats occidentaux de Hongrie, a accentué la tension politique entre la Hongrie et les Puissances de la Petite Entente. Contre la restauration projetée de la dynastie des Habsbourg, dont le dernier monarque ne peut supporter la vie dans l'exil, la mobilisation a été décrétée. Le retour d'un Habsbourg sur le trône hongrois constituerait un danger perpétuel pour tous les voisins de la Hongrie. A la fin de la guerre mondiale, la révolution a libéré les nationalités opprimées du joug des autocrates autrichiens et hongrois, et en rendant à ces peuples leur liberté, les traités de Saint-Germain et de Trianon ont arraché au corps de l'Autriche et de la Hongrie des territoires habités uniquement par des Allemands ou des Hongrois. Pas un monarque habsbourgeois, remonté sur le trône de la Hongrie, ne pourrait rester sans entreprendre aucune tentative de reconquérir ce qui a été perdu, de réparer le corps estropié et sanglant de son pays aux dépens de ceux qui l'ont réparti entre eux en 1918.

Parmi tous les Etats successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, c'est la République Tchéco-Slovaque qui s'en sentirait le plus gravement frappée. Les autres héritières de la monarchie danubienne : la Pologne, la Roumanie, la Yougo-Slavie et l'Italie, ne risqueraient de perdre que des territoires plus ou moins grands, par une nouvelle expansion d'une Autriche restaurée. La Tchéco-Slovaquie, par contre, édifiée exclusivement sur le territoire appartenant autrefois aux Habsbourg, ne perdrait pas seulement des parties de son territoire : elle perdrait son indépendance, pour retomber sous la domination impitoyable de la dynastie chassée en 1918.

Aussi la crainte d'une restauration de l'ancien régime est-elle, en Tchéco-Slovaquie, plus forte que dans tous les autres Etats successeurs de la monarchie austro-hongroise, et voilà pourquoi la République Tchéco-Slovaque, consciente qu'il y va de son existence, déploie l'énergie la plus formidable pour se défendre contre la menace des Habsbourg.

La mobilisation dans la République Tchéco-Slovaque a créé une situation fort difficile pour les communistes de ce pays. Si la France impérialiste mobilise contre l'Allemagne impérialiste, ou que la Pologne capitaliste s'apprête à attaquer la Russie soviétique, il ne peut y avoir de doute sur l'attitude que doivent observer les communistes vis-à-vis de telles mesures, servant uniquement les intérêts des exploités. Mais dans le cas de la mobilisation tchéco-slovaque, où la République bourgeoise appela les fils du peuple sous les armes contre la réaction monarchiste hongroise, plus brutale, plus cynique et plus cruelle que le régime bourgeois tchéco-slovaque, où la mobilisation ne constituait pour ainsi dire qu'un acte de défense contre la Terreur blanche au delà de la frontière, menaçant même les révolutionnaires bourgeois de 1918, les communistes

de Tchéco-Slovaquie se trouvaient dans une situation excessivement désagréable.

Sans doute, il fallait se défendre contre les aventuriers contre-révolutionnaires de Budapest, dont l'invasion en Tchéco-Slovaquie aurait remplacé la justice blanche de la République Tchéco-Slovaque par les tortures moyenâgeuses, appliquées, dans les prisons bondées, aux victimes gémissantes des bourreaux royaux. Le prolétariat de Tchéco-Slovaquie était réellement menacé. Le Parti Communiste avait le devoir de se dresser contre l'assaut de la contre-révolution féodale.

Cependant, le Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie ne pouvait non plus soutenir les mesures prises par le gouvernement capitaliste contre le péril surgissant en Hongrie occidentale. Certes, ces mesures contribuaient à protéger le prolétariat de Tchéco-Slovaquie contre l'assaut impitoyable des terroristes hongrois, mais il n'en reste pas moins évident qu'un Parti Communiste, représentant de la lutte des classes la plus intransigeante, ne peut, en aucun cas, et dans aucune condition, prêter appui à un gouvernement bourgeois.

Les communistes de la République Tchéco-Slovaque étaient donc dans la situation désagréable de devoir condamner la mobilisation, tout en se sentant protégés par elle contre les bourreaux de MM. Horthy et Habsbourg. Cette situation chancelante s'exprima aussi dans les débats du Congrès d'unification des sections nationales de l'Internationale Communiste en Tchéco-Slovaquie, réunies à Prague ces derniers jours d'octobre.

Quelques orateurs critiquèrent vivement l'attitude de la Centrale du Parti Communiste dans la question de la mobilisation. La Centrale n'ayant pas lancé aux masses le mot d'ordre de ne pas suivre l'ordre d'accourir sous les drapeaux, elle fut qualifiée d'opportuniste et même de social-patriotique. On alla jusqu'à comparer les deux leaders du Parti, les camarades Smeral et Kreibich, avec le Dr Renner, social-patriote habsbourgeois notoire de Vienne, qui avait fourni la théorie « marxiste » à la guerre des Puissances centrales.

Le gouvernement bourgeois de Tchéco-Slovaquie avait proclamé la défense nationale contre une agression éventuelle de la Hongrie. Les communistes de la République Tchéco-Slovaque proclamèrent la *défense sociale* de la classe ouvrière de leur pays contre la contre-révolution sanglante et bestiale des terroristes blancs de Hongrie, tout en se désolidarisant de la mobilisation décrétée par la République bourgeoise. Mais les orateurs, critiquant l'attitude des leaders communistes, jugeaient cette désolidarisation insuffisante. Il fallait inviter le prolétariat à ne pas suivre l'appel aux armes, à refuser le service militaire à la République capitaliste, et à s'opposer par tous les moyens à la mobilisation.

Le Comité central n'avait pas lancé ce mot d'ordre. Bien que celui-ci eût trouvé un fort appui, surtout dans les masses des nations non tchèques, qui se seraient ralliées, dans un nombre excessivement élevé, à une telle revendication. Mais le

Parti Communiste n'aurait-il pas, de cette manière, gagné des adhérents nationalistes irrédentistes et réactionnaires, dont le but n'était pas la révolution prolétarienne, mais la restauration de la monarchie ? C'est ce que soulignèrent les camarades dirigeants du Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie. D'ailleurs, une opposition active à la mobilisation aurait été fort imprudente, sinon impossible, comme en France lors de la mobilisation de la classe 19. On aurait pu proclamer la résistance à outrance contre la mobilisation bourgeoise, mais on aurait provoqué, par une telle attitude, l'attaque impitoyable du pouvoir capitaliste, justement au moment où le Parti avait un intérêt à ne pas engager la bataille décisive. Comme en France, le Parti préférerait remettre la bataille, qui aurait été inévitable dans le cas de la lutte ouverte contre la mobilisation, à un temps plus propice, où les organisations communistes se seraient plus consolidées et plus affirmées après la fusion.

Cependant, les critiques n'avaient-ils pas raison, en soutenant que même l'attitude passive de la Centrale communiste constituait déjà un appui considérable accordé au gouvernement bourgeois, appui que des Partis Communistes ne sauraient prêter en aucune condition à un Etat capitaliste ?

Toujours est-il que la République Tchéco-Slovaque semble accorder au mouvement ouvrier plus de liberté d'action que la Hongrie. Le mouvement communiste en Hongrie, noyé dans le sang de centaines de milliers de travailleurs, peut se déployer en Tchéco-Slovaquie. Il est vrai que la bourgeoisie tchéco-slovaque, elle aussi, sait très bien manier les instruments de la terreur blanche, mais elle ne va pas encore si loin que les créateurs de M. Horthy. Libéré, par la proclamation de l'indépendance tchéco-slovaque, de l'idéologie nationaliste et bourgeoise, le prolétariat tchèque retomberait dans cette idéologie funeste dans le cas d'une restauration de la domination étrangère. La République bourgeoise tchéco-slovaque constitue sans doute un progrès vis-à-vis de la monarchie mi-féodale austro-hongroise, et vis-à-vis du régime actuel en Hongrie, soit sous Horthy, soit sous Charles. Voilà pourquoi la classe ouvrière de Tchéco-Slovaquie, sans différence de nationalité, est intéressée à défendre la République bourgeoise contre le rétablissement de la monarchie des magnats.

« Protection de la démocratie bourgeoise contre l'absolutisme féodal ! » N'était-ce pas le mot d'ordre des Albert Thomas et Pierre Renaudel en 1914, et les social-patriotes allemands ne voulaient-ils pas, eux aussi, défendre la « liberté allemande » contre « l'esclavage tsariste » ? En déclarant vouloir maintenir la République de l'état de siège contre la monarchie des meurtriers, les Communistes de Tchéco-Slovaquie ne se sont-ils pas approchés réellement des conceptions social-patriotiques ?

Thomas et Renaudel ont eu tort parce qu'ils ont faussé la « défense nationale » de la République impérialiste française contre l'impérialisme allemand en « défense sociale » de la démocratie française contre l'absolutisme de Guillaume. Ils ont, comme le fit observer jadis Frédéric Adler, alors qu'il n'était pas encore leur ami, défendu contre la réaction allemande la révolution française future. Le conflit franco-allemand de 1914 n'était cependant pas de caractère social, mais de caractère impérialiste.

Les communistes de Tchéco-Slovaquie auraient également tort s'ils décidaient tout simplement de soutenir le gouvernement bourgeois de leur pays contre les bourreaux féodaux de Hongrie.

Le conflit entre la bourgeoisie tchèque et les magnats hongrois n'est pas l'antagonisme social de la société capitaliste contre la société féodale et leurs expressions politiques : de la démocratie contre l'absolutisme. Les temps de la « démocratie » bourgeoise sont depuis longtemps passés. Magnats hongrois et bourgeois tchèques ont déjà souvent agi de concert pour réprimer la révolution prolétarienne. A la frontière slovaco-hongroise, les autorités tchéco-slovaques livrent aux vampires hongrois les révolutionnaires hongrois, réfugiés en Tchéco-Slovaquie. Les capitalistes hongrois et tchèques sont prêts à s'unir contre la Russie soviétique, sur l'ordre de la Grande Entente.

La bourgeoisie tchéco-slovaque mobilise contre la Hongrie, non pour défendre la « démocratie » contre l'autocratie, mais pour conserver son indépendance politique et sa liberté d'exploitation économique, de même que les réactionnaires hongrois préchent la reconquête de la Slovaquie, moins pour leur piété historique que pour les perspectives d'exploitation qui s'ouvriraient pour eux. L'antagonisme magyaro-tchèque est donc un conflit purement impérialiste.

Si le prolétariat de Tchéco-Slovaquie espérait que, dans ce conflit, la bourgeoisie tchèque défendrait la démocratie, il se tromperait, comme les travailleurs français, séduits par les phrases des Thomas et Jouhaux, se sont trompés. La première condition de la victoire de la « démocratie », déjà réalisée dans la République Tchéco-Slovaque, est l'état de siège. Inutile de dire que l'état de siège dans un Etat capitaliste se dirige exclusivement contre la classe ouvrière. Ainsi que la guerre de la démocratie française contre l'absolutisme de Guillaume a apporté au prolétariat français le régime du Bloc National, la guerre de la République Tchéco-Slovaque contre la monarchie hongroise étendrait la terreur blanche sur toute la Tchéco-Slovaquie.

La classe ouvrière de Tchéco-Slovaquie ne peut donc pas se défendre contre la restauration et contre la terreur blanche, menaçant de la part de la Hongrie, en soutenant les mesures de défense nationale de son gouvernement « démocraté » et républicain. Parlant d'une défense de l'Allemagne contre l'étreinte de l'alliance franco-tsariste, Engels a dit un jour que l'Allemagne ne pourra se protéger contre une telle attaque que si le prolétariat prend la direction et que toutes les libertés démocratiques, réclamées par la classe ouvrière, sont réalisées.

Or, la seule démocratie que le prolétariat sache admettre étant la démocratie prolétarienne, c'est-à-dire la dictature des exploités exercée sur les exploités, la liberté de la classe ouvrière tchéco-slovaque ne peut être garantie contre l'attaque des bourreaux horthyens ou habsbourgeois que par la dictature soviétique en Tchéco-Slovaquie. Tant que la lutte finale pour cette dictature n'est pas encore possible, le prolétariat de Tchéco-Slovaquie doit s'opposer de toutes ses forces à la mobilisation et à la guerre d'un brigand impérialiste contre l'autre.

La raison mentionnée plus haut qui a déterminé la Centrale du P. C. de Tchéco-Slovaquie à ne pas proclamer la résistance ouverte contre la mobilisation — comme en France lors de la mobilisation de la classe 19 — a été de caractère tactique. En principe, l'opposition irréductible contre la défense nationale, même si l'apparence trompeuse faisait croire à une « défense sociale », est indispensable. La seule « défense sociale » du prolétariat est la révolution et la guerre révolutionnaire — mais jamais la guerre bourgeoise et impérialiste.

L. REVO.

Les Méthodes et les Procédés DE LA POLICE RUSSE

I. Préparation spéciale du policier. — II. La Surveillance extérieure. Filatures. — III. Une Instruction sur le recrutement et le service des agents provocateurs. — IV. Une Monographie de la provocation à Moscou (1912). — V. Dossiers d'agents provocateurs. — VI. Psychologie du provocateur. — VII. La Provocation, arme à deux tranchants. — VIII. Les Mouchards russes à l'étranger. Leur cabinet noir. — IX. Comment on déchiffre les cryptogrammes. — X. Synthèses des renseignements. Méthode des graphiques. — XI. Etude scientifique du mouvement révolutionnaire. — XII. La Protection de la personne du Tsar. — XIII. Ce que coûte une exécution. — XIV. Conclusion : Pourquoi la révolution demeure invincible.

La victoire de la Révolution en Russie a fait tomber entre les mains des révolutionnaires tout le mécanisme de la police politique la plus moderne, la plus puissante, la plus aguerrie, formée par plus de cinquante années d'après luttes contre les élites d'un grand peuple.

Connaître les méthodes et les procédés de cette police, présente pour tout militant un intérêt pratique immédiat ; car la défense de l'ancien régime du capital et de l'autorité emploie partout les mêmes moyens ; car toutes les polices, d'ailleurs solidaires, se ressemblent.

La science des luttes révolutionnaires que les Russes acquirent en plus d'un demi-siècle d'immenses efforts et de sacrifices, les militants des pays où l'action se développe aujourd'hui vont devoir, dans les circonstances créées par la guerre et par les victoires de la Russie communiste, se l'assimiler en un laps de temps beaucoup plus court ; elle leur devient nécessaire dès aujourd'hui. S'ils sont bien avertis des moyens dont l'ennemi dispose peut-être subiront-ils des pertes moindres... Il y a donc lieu, dans un but pratique, de bien étudier l'arme de réaction et de repression que l'autocratie russe s'était forgée pour défendre son existence.

Cette étude exigera du temps — et ne sera possible qu'en des temps plus calmes... Les pages qu'on va lire n'ont pas la prétention d'y suppléer. Elles suffiront, je l'espère, à avertir les camarades et à dégager à leurs yeux une vérité importante qui me frappa dès la première visite aux archives de la police russe ; c'est qu'il n'est pas de force au monde qui puisse endiguer le flot révolutionnaire quand il monte et que toutes les polices, quels que soient leur machiavélisme, leur science et leurs crimes, sont à peu près impuissantes...

Préparation spéciale du policier

L'*Okhrana* succéda, en 1881, à la fameuse 3^e section du ministère de l'Intérieur. Mais elle ne se développa vraiment qu'à partir de 1900, date à laquelle une nouvelle génération de gendarmes fut mise à sa tête. Les anciens officiers de gendarmerie, surtout dans les grades supérieurs, considéraient comme contraire à l'honneur militaire de se ravalier à certaines besognes policières. La nouvelle école fit litière de ces scrupules et entreprit d'organiser scientifiquement la police secrète, la provocation, la délation, la trahison dans les partis révolutionnaires. Elle devait produire des hommes d'érudition et de talent, comme ce colonel Spiridovitch, qui nous a laissé une volumineuse *Histoire du Parti Socialiste-Révolutionnaire* et une *Histoire du Parti Social-Démocrate*.

Le recrutement, l'instruction et le dressage professionnel des officiers de gendarmerie faisaient l'objet de soins tout spéciaux. Chacun avait, à la Direction générale, sa fiche, document très complet où l'on trouve bien des détails amusants. Caractère, degré d'instruction, intelligence, états de service, tout y est noté dans un but d'utilité pratique. Un officier est, par exemple, qualifié « borné » — bon pour les emplois subalternes, n'exigeant que de la fermeté — et un autre noté comme « enclin à faire la cour aux femmes ».

Une phrase du formulaire demande : « Connait-il bien le programme et les statuts des partis ? Desquels ? ». Et je lis que notre ami des dames « connaît bien les idées socialistes-révolutionnaires et anarchistes — passablement le Parti social-démocrate — et superficiellement le Parti socialiste bolonais ». Il y a là toute une érudition sagement graduée. Mais continuons l'examen de la même fiche. Notre policier « A-t-il suivi les cours d'histoire du mouvement révolutionnaire ? » « Combien et dans quels partis a-t-il eu d'agents secrets ? Intellectuels ? Ouvriers ? »

Car li va de soi que, pour former ses limiers, l'*Okhrana* organisait des cours où l'on étudiait chaque parti, ses origines, son programme, ses méthodes et jusqu'à la biographie de ses militants les plus en vue.

Notons ici que cette gendarmerie russe, dressée

aux besognes les plus délicates de la police politique, n'avait plus rien de commun avec la marelle des pays de l'Europe occidentale.

La surveillance extérieure. — Filatures

Toute surveillance est d'abord extérieure. Il s'agit toujours de filer l'homme, de connaître ses faits et ses gestes, ses connexions et ensuite de pénétrer ses desseins. Aussi les services de *filature* sont-ils particulièrement développés dans toutes les polices et l'organisation russe nous donne-t-elle sans doute le prototype de tous les services semblables.

Les « fileurs » russes (agents de surveillance extérieure) appartenaient, comme les « agents secrets » — en réalité mouchards et provocateurs — à l'*Okhrana* ou Sécurité politique. Ils constituaient le service de recherches qui ne pouvait arrêter que pour un mois ; d'une façon générale, le service des recherches transmettait d'ailleurs ses captures à la Direction de la gendarmerie qui continuait l'instruction.

Le service de surveillance extérieure était le plus simple. Ses nombreux agents, dont nous possédons les photographies d'identité, payés 50 roubles par mois, avaient pour unique tâche de filer d'heure en heure, de nuit et de jour, sans interruption aucune, la personne qu'on leur désignait. Ils ne devaient connaître, en principe, ni son nom, ni le but de la filature, par précaution sans doute contre une maladresse ou contre une trahison. La personne à filer recevait un surnom : « Le Blond, la Ménagère, Vladimir, le Cocher », etc. Nous retrouvons ce surnom en tête des rapports quotidiens, reliés et formant de gros cahiers, où les fileurs ont consigné leurs observations. Ces rapports sont d'une précision minutieuse et ne doivent pas contenir de lacune. Le texte en est généralement rédigé à peu près comme suit :

« Le 17 avril, à 9 h. 45 du matin, La Ménagère est sortie de chez elle, a mis deux lettres à la poste au coin de la rue Pouchkine ; est entrée dans plusieurs magasins du boulevard X. ; est entrée à 10 h. 30 rue Z, n° 13, en est ressortie à 11 h. 20, etc., etc. »

Dans les cas les plus sérieux deux agents filaient à la fois la même personne *sans se connaître* ; leurs rapports se contrôlaient et se complétaient.

Ces rapports quotidiens étaient remis à la gendarmerie dont les spécialistes les analysaient, dressaient des tableaux synoptiques résumant les faits et gestes d'une personne, le nombre de visites, leur régularité, leur durée, etc. ; par endroits, ils permettaient d'apprécier l'importance des relations d'un militant et son influence probable.

Le policier Zoubatov — qui tenta de s'emparer du mouvement ouvrier dans les grands centres en y créant ses syndicats — avait porté la filature au plus haut degré de perfection. Ses brigades spéciales pouvaient filer un homme par toute la Russie, voire par toute l'Europe, se déplaçant avec lui de ville en ville ou de pays en pays. Les fileurs au reste ne devaient jamais s'embarasser de frais. Le carnet de dépenses de l'un d'entre eux pour le mois de janvier 1903 nous donne un chiffre de frais généraux s'élevant à 637 roubles 35. Pour concevoir l'importance du crédit ouvert de la sorte à un très ordinaire

mouchard, que l'on veuille bien se souvenir qu'à cette époque un étudiant vivait facilement de 25 roubles par mois. Vers 1911 la coutume naquit d'envoyer des fileurs à l'étranger pour y surveiller les émigrés et prendre contact avec les polices européennes. Les mouchards de S. M. Impériale furent dès lors chez eux dans toutes les capitales du monde.

On conçoit que toute la police eut pour mission constante de rechercher et de surveiller certains révolutionnaires jugés les plus dangereux, principalement terroristes ou membres du parti socialiste révolutionnaire qui exerçait le terrorisme. Aussi les agents avaient-ils toujours sur eux des carnets de photographies contenant 50 à 70 portraits parmi lesquels nous reconnaissons au hasard Savinkov, feu Nathanson, Argounov, Avksentieff (hélas !), Karéline, Ovssiannikov, Véra Figner, Pechkova (Mme Gorky), Fabrikant. Des reproductions du portrait de Karl Marx étaient aussi mises à leur disposition ; la présence d'un portrait semblable dans un intérieur ou dans un livre constituait un indice suspect.

Détail amusant. La surveillance extérieure ne s'exerçait pas que sur les ennemis de l'ancien régime. Nous possédons des carnets attestant que les faits et gestes des ministres de l'Empire n'échappaient pas à la vigilance de la police. Un carnet de surveillance des conversations téléphoniques du ministère de la Guerre, en 1916, nous apprend par exemple combien de fois par jour différents personnages de la Cour s'enquéraient de la santé précaire de Mme Soukhomlinov !

Une instruction sur le recrutement et le service des agents provocateurs

Le mécanisme le plus important de la police russe était à coup sûr son « agence secrète », nom décent du service de provocation dont les origines remontent aux premières luttes révolutionnaires et qui atteignit un développement tout à fait extraordinaire après la révolution de 1905.

Comme on vient de le voir, des policiers (dits : officiers de gendarmerie) spécialement formés, instruits et triés, procédaient au recrutement des agents provocateurs. Leurs succès plus ou moins grands dans ce domaine les classait et contribuait à décider de leur avenir. Des instructions précises prévoyaient les moindres détails de leurs relations avec les collaborateurs secrets. Des spécialistes hautement rétribués réunissaient enfin en un faisceau tous les renseignements fournis par la provocation, les étudiaient, formaient et tenaient des dossiers.

Il y avait dans les bâtiments de l'*Okhrana* (Pétrograd, Fontanka, 16) une chambre secrète où n'entraient jamais que le Directeur de la police et le fonctionnaire chargé d'y classer les pièces. C'était celle de l'agence secrète. Elle contenait notamment l'armoire à fiches des provocateurs — où nous avons trouvé plus de 35.000 noms. Dans la plupart des cas, par un surcroît de précaution, le nom de l'« agent secret » est remplacé par un sobriquet ce qui fait que le travail d'identification de certains misérables dont, après la révolution, les dossiers complets tombèrent entre les mains des camarades, fut singulièrement difficile. Le nom du provocateur ne devait être connu que du Directeur de l'*Okhrana* et de l'officier de gendarmerie chargé d'entretenir avec lui les relations permanentes. Les reçus mêmes que

signaient les provocateurs à chaque fin de mois car ils émargeaient tout aussi paisiblement et normalement que les autres fonctionnaires, pour des sommes variant de 3, 10, 15 roubles par mois à 150 ou 200 roubles maximum — ne portaient généralement que leur sobriquet. Mais l'administration défiante envers ses agents et craignant que ses officiers de gendarmerie n'imaginassent des collaborateurs fictifs, procédait assez fréquemment à des revisions minutieuses des différentes branches de son organisation. Un inspecteur muni de larges pouvoirs enquêtait lui-même sur les collaborateurs secrets, les voyait au besoin, les congédiait ou les augmentait. Ajoutons que leurs rapports étaient soigneusement vérifiés — autant que faire se pouvait — l'un par l'autre.

Ouvrons tout de suite un document que l'on peut considérer comme l'alpha et l'omega de la provocation. Il s'agit de l'*Instruction concernant l'agence secrète*, brochure de 27 pages dactylographiées, petit format. Notre exemplaire (numéroté 35) porte à la fois, dans les deux coins du haut ces trois mentions « Très secrète », « Ne doit être ni transmise ni montrée ». « Secret professionnel ». Que voilà d'insistance à recommander le mystère ! On comprendra bientôt pourquoi. Ce document qui dénote des connaissances psychologiques et pratiques, un esprit méticuleusement prévoyant, un très curieux mélange de cynisme et d'hypocrisie morale officielle, intéressera quelque jour les psychologues.

Cela débute par des indications générales :

« La sûreté politique doit tendre à détruire les centres révolutionnaires au moment de leur plus grande activité et ne pas gâcher son travail en s'arrêtant à de moindres entreprises ».

Ainsi le principe est : laisser se développer le mouvement pour mieux le liquider ensuite.

« Les agents secrets reçoivent un traitement fixe proportionné aux services qu'ils rendent. »

La Sûreté doit « éviter avec le plus grand soin de livrer ses collaborateurs. A cette fin ne les arrêter et ne les libérer que lorsque d'autres membres d'égale importance appartenant aux mêmes organisations révolutionnaires pourront être arrêtés ou libérés ».

La Sûreté doit « faciliter à ses collaborateurs l'acquisition de la confiance des militants. »

Suit un chapitre sur le recrutement.

« Le recrutement des agents secrets est le souci constant du Directeur des Recherches et de ses collaborateurs. Ils ne doivent négliger aucune occasion, même donnant peu d'espoir, de se procurer des agents... »

« Cette tâche est extrêmement délicate. Il importe, afin de l'accomplir, de rechercher les contacts avec les détenus politiques... »

Doivent être considérés comme prédisposés à prendre du service :

« Les révolutionnaires d'un caractère faible, déçus ou blessés par le parti, vivant dans la misère, évadés des lieux de déportation ou désignés pour la déportation. »

L'*Instruction* recommande d'étudier « avec soin » leurs faiblesses et de s'en servir ; de converser avec leurs amis et parents, etc... ; de multiplier « en toute occasion » les contacts avec les ouvriers, avec les témoins, les parents, etc..., sans jamais perdre de vue le but...

Etrange duplicité de l'âme humaine ! Je traduis

littéralement trois lignes déconcertantes : « On peut se servir des révolutionnaires dans la misère qui, sans renoncer à leurs convictions, consentent par besoin à fournir des renseignements... » — il y en avait donc ?

Mais continuons.

« Placer des moutons auprès des détenus est d'un usage excellent. »

Quand une personne paraît mûre pour prendre du service — c'est-à-dire quand, sachant un révolutionnaire aigri, matériellement gêné, ébranlé peut-être par ses mécomptes personnels, on possède en outre contre lui quelques chefs d'accusation assez graves pour le bien tenir en main :

« Arrêter tout le groupe dont elle fait partie et conduire la personne en question chez le Directeur de la Police ; avoir contre elle des motifs de poursuites sérieux et se réserver pourtant la possibilité de la relâcher en même temps que les autres révolutionnaires incarcérés, sans provoquer d'étonnement.

Interroger la personne en tête-à-tête. — Tirer parti pour la convaincre des querelles de groupes, des fautes des militants, des blessures d'amour-propre. »

On croit entendre, en lisant ces lignes, le policier paternel s'apitoyer sur le sort de sa victime :

— Ah ! oui. Pendant que vous irez aux travaux forcés pour vos idées, votre camarade X..., qui vous a joué de si bons tours, fera bonne chère à vos dépens. Que voulez-vous ? Les bons paient pour les mauvais !

Ça peut prendre — quand il s'agit d'un faible — ou d'un affolé que menacent des années de déportation...

« Autant que possible, avoir plusieurs collaborateurs dans chaque organisation.

« La Sûreté doit diriger ses collaborateurs et non les suivre.

« Les agents secrets ne doivent jamais avoir connaissance des renseignements fournis par leurs collègues. »

Et voici un passage que Machiavel n'eût pas dédaigné :

« Un collaborateur travaillant obscurément dans un parti révolutionnaire peut être élevé dans son organisation par des arrestations de militants plus importants »

Assurer le secret absolu de la provocation est naturellement l'un des plus grands soucis de la police

« L'agent promet le secret absolu ; à son entrée en service il ne doit modifier aucunement ses façons de vivre »

Les relations avec lui sont entourées de précautions qu'il serait difficile de surpasser.

« Des rendez-vous peuvent avoir lieu avec des collaborateurs dignes de toute confiance. Ils ont lieu dans des appartements clandestins, composés de plusieurs pièces, ne communiquant pas directement entre elles, où l'on puisse en cas de nécessité isoler différents visiteurs. Le tenancier du logis doit être un employé bourgeois. Il ne peut jamais recevoir de visites personnelles. Il ne doit ni connaître les agents secrets ni leur parler. Il est tenu de leur ouvrir lui-même et de s'assurer avant leur sortie que personne ne vient dans l'escalier. Les entretiens ont lieu dans des chambres fermées à clef. Aucun papier n'y doit traîner. Avoir soin de

ne jamais faire asseoir le visiteur ni près d'une fenêtre, ni près d'un miroir. Au moindre indice suspect changer d'appartement. »

Le provocateur « ne peut en aucun cas venir à la Sûreté. » « Il ne peut accepter aucune mission importante sans le consentement de son chef. »

Les rendez-vous sont pris par des signes convenus à l'avance. La correspondance est adressée à des adresses conventionnelles. « Les lettres des collaborateurs secrets doivent être écrites d'une écriture méconnaissable et ne contenir que des expressions banales. Se servir du papier et des enveloppes correspondant au milieu social du destinataire. Employer les encres sympathiques. Le collaborateur porte lui-même ses lettres. Quand il en reçoit il est tenu de les brûler aussitôt après les avoir lues. Les adresses conventionnelles ne doivent être inscrites nulle part. »

Un problème grave était celui de la libération des agents secrets arrêtés avec ceux qu'ils livraient. A ce sujet l'instruction déconseille le recours à l'évasion car « les évasions attirent l'attention des révolutionnaires. Préalablement à toute liquidation d'une organisation consulter les agents secrets sur les personnes à laisser en liberté en vue de ne pas trahir nos sources d'information. »

Une monographie de la provocation à Moscou (1921)

Une autre pièce choisie dans les archives de la provocation va nous éclairer sur son étendue. Il s'agit d'une sorte de monographie de la provocation à Moscou en 1912. C'est le rapport d'un haut fonctionnaire, M. Vissarionov, qui fut chargé cette année-là d'une tournée d'inspection à l'agence secrète de Moscou.

Ce M. Vissarionov remplit sa mission du 1^{er} au 22 avril 1912. Son rapport forme un gros cahier dactylographié. A chaque provocateur, désigné bien entendu par un sobriquet, une notice détaillée est consacrée. Il en est de très curieuses.

Au 6 avril 1912 il y avait à Moscou 55 agents provocateurs officiellement en fonctions. Ils se répartissaient comme suit :

Socialistes révolutionnaires, 17 ; social-démocrates, 20 ; anarchistes, 3 ; étudiants (mouvement des écoles), 11 ; institutions philanthropiques, etc., 2 ; sociétés scientifiques, 1 ; zemstvos, 1. Et à l'agence secrète de Moscou surveille également la presse, les octobristes (parti K.D. constitutionnel démocrate), les agents de Bourtzev, les Arméniens, l'extrême droite et les jésuites. »

Les collaborateurs sont généralement caractérisés par de simples notices à peu près ainsi conçues :

« Parti social-démocrate. Fraction bolchevik. Portnoi (Le Tailleur), tourneur sur bois, intelligent. En service depuis 1910. Reçoit 100 roubles par mois. Collaborateur très bien renseigné. Sera candidat à la Douma. A participé à la conférence bolchevik de Prague. Des 5 militants envoyés en Russie par cette conférence 3 ont été arrêtés... »

Ailleurs, revenant à la conférence bolchevik de Prague, notre haut fonctionnaire de police se félicite des résultats que les agents secrets y ont obtenus. Certains ont réussi à s'introduire dans le Comité Central et c'est un d'entre eux, c'est un mouchard, qui a été chargé par le parti du transport de littérature en Russie. « Nous tenons

ainsi tout le ravitaillement de la propagande », constate notre policier.

Dossiers d'agents provocateurs

Voyons maintenant de plus près ce que c'est qu'un agent provocateur. Ce n'est plus difficile. Nous avons des milliers de dossiers où nous trouverons sur la personne et les actes de ces misérables une documentation abondante. Parcourons-en quelques-uns.

Dossier 378. — Julie Orestova Serova (dite *Pravdivy* — le Véridique — et Oulianova). A une question du ministre sur les états de service de ce collaborateur congédié (parce qu'« brûlé ») le directeur de la police répond en énumérant ses hauts faits. La lettre tient quatre grandes pages. Je la résume, mais en termes à peu près textuels : « Julie Orestovna Serova fut employée de septembre 1907 à 1910, à la surveillance des organisations social-démocrates. Occupant des postes relativement importants dans le parti, elle put rendre de grands services, tant à Petrograd qu'en province. Toute une série d'arrestations ont été opérées d'après ses renseignements.

En septembre 1907 elle fait arrêter le député à la Douma Serge Saltykov.

Fin avril 1908 elle fait arrêter quatre militants : Rykov, Noguine, « Grégoire » et « Katnenev ».

Le 9 mai 1908, elle fait arrêter toute une assemblée du parti.

En automne 1908 elle fait arrêter « Innocent » Doubrovsky, membre du Comité Central.

En février 1909 elle fait saisir le matériel d'une typographie clandestine et le bureau des passeports du parti.

Le 1^{er} mars 1905, elle fait arrêter tout le Comité de Pétersbourg.

Elle a, en outre, contribué à l'arrestation d'une bande d'*expropriateurs* (mai 1907), à la saisie de stocks de littérature et notamment du transport illégal de littérature par Vilna. En 1908, elle nous a tenus au courant de toutes les réunions du Comité Central et indiqué la composition des Comités. En 1909 elle a participé à une conférence du parti à l'étranger, sur laquelle elle nous a informés. En 1909 elle a surveillé l'activité d'Alexis Rykov. »

Ce sont de beaux états de services.

Mais Serova a fini par être brûlée. Son mari, député à la Douma, a publié dans les journaux de la capitale qu'il ne la considérait plus comme sa femme. On a compris. Ne pouvant plus rendre de services, elle s'est vu congédier par ses supérieurs hiérarchiques. Elle est tombée dans la misère. Le dossier est plein de lettres qu'elle écrit au directeur de la Sûreté, multipliant les protestations de dévouement, les rappels de service rendus et les demandes de secours.

Je ne sais rien de plus navrant que ces lettres, écrites d'une écriture nerveuse et pressée d'intellectuelle. Le « provocateur en retraite », comme elle dit quelque part elle-même, semble être aux abois, harcelée par la misère, dans un total désarroi moral. Il faut vivre. Elle ne sait rien faire de ses mains. Son détraquement intérieur l'empêche de trouver une solution, un travail simple et raisonnable.

Le 16 août 1912, Serova écrit au directeur de la police : « Mes deux enfants, dont l'aînée a cinq ans, n'ont ni vêtements, ni chaussures.

Je n'ai plus de mobilier. Je suis trop mal vêtue pour trouver du travail. Si vous ne m'accordez pas un secours, je serai réduite au suicide... » Mais on lui accorde 150 roubles.

Le 17 septembre, autre lettre, à laquelle est jointe une lettre pour son mari, que le directeur de la police voudra bien lui faire porter. « Vous verrez, dans la dernière lettre que j'écris à mon mari, qu'à la veille d'en finir je me défends encore d'avoir servi la police. J'ai décidé d'en finir. Ce n'est ni comédie, ni recherche d'effet. Je ne me crois plus capable de recommencer à vivre... »

Sérova ne se tue pourtant pas. Quelques jours plus tard, elle dénonce un vieux monsieur qui cache des armes.

Ses lettres forment à la fin tout un gros livre. En voici une qui est touchante : quelques lignes d'adieu à l'homme qui fut son mari :

« J'ai souvent été coupable devant toi. Et maintenant encore je ne t'ai pas écrit. Mais oublie le mal, souviens-toi de notre vie commune, de notre travail commun et pardonne-moi. Je quitte la vie je suis fatiguée. Je sens que trop de choses se sont brisées en moi. Je ne voudrais maudire personne, mais maudits soient les « camarades ! »

Où commence, dans ces lettres, la sincérité ? Où finit la duplicité ? On ne sait. On est devant une âme complexe, mauvaise, douloureuse, sale, mise à nu.

La Sûreté n'est cependant pas insensible à ses appels. Chacune des lettres de Sérova, annotée de la main du chef de service, porte ensuite la résolution au directeur : « Verser 250 roubles », « Accordé, 50 roubles ». L'ancienne collaboratrice annonce la mort d'un enfant. « A vérifier », écrit le directeur. Puis elle demande qu'on lui procure une machine à écrire pour apprendre à dactylographier. La Sûreté n'a pas de machines disponibles. A la fin, ses lettres se font de plus en plus pressantes. « Au nom de ces enfants, écrit-elle le 14 décembre, je vous écris avec des larmes et du sang ; accordez-moi un dernier secours de 300 roubles. Il me suffira à jamais. » Et on le lui accorde, à la condition de quitter Pétrograd. Au total, en 1911, Sérova reçoit 743 roubles en trois fois ; en 1912, 788 roubles en six fois. C'était, à cette époque, assez considérable.

Après un dernier secours délivré en février 1914, Sérova reçoit un petit emploi dans l'administration des chemins de fer. Elle le perd bientôt pour avoir escroqué de petites sommes à ses camarades de travail. On note dans son dossier : « Coupable de chantage. Ne mérite plus aucune confiance. » Sous le nom de Pétrouva, elle réussit pourtant à prendre du service dans la police des chemins de fer, qui, renseignée, la congédie. En 1915, elle sollicite encore un emploi d'indicateur. Et le 28 janvier 1917, à la veille de la révolution, cette ancienne secrétaire d'un Comité révolutionnaire écrit à « Sa Haute Noblesse M. le Directeur de la Police », pour lui rappeler ses bons et loyaux services et lui proposer de l'informer sur l'activité du Parti social-démocrate dans lequel elle peut faire entrer son second mari... « A la veille des grands événements que l'on sent venir, je souffre de ne pouvoir vous être utile... »

— Dossier 383. « Ossipov », Nicolas Nicolaevitch Veretzky, fils d'un pope. Etudiant. Collaborateur secret depuis 1903, pour la surveillance de l'organisation social-démocrate et de la jeunesse des écoles de Pavlograd.

Envoyé à Pétersbourg par le parti en 1905, avec la mission de faire entrer des armes en Finlande, se présente aussitôt à la Direction de la police pour y recevoir des instructions.

Soupçonné par ses camarades, est arrêté, passe trois mois à la section secrète de l'Okhrana et est sort pour être envoyé à l'étranger « afin de se réhabiliter aux yeux des militants ».

Je cite textuellement la conclusion d'un rapport : « Veretzky donne l'impression d'un jeune homme tout à fait intelligent, cultivé, d'une grande modestie, consciencieux et honnête ; signalons à sa louange qu'il dispose de la plus grande partie de son traitement (150 roubles) en faveur de ses vieux parents. »

En 1915, cet excellent jeune homme se retire du service et reçoit encore douze mensualités de 75 roubles.

Dossier 317. — « Le Malade ». Vladimir Ivanovitch Lorberg. Ouvrier. Écrit maladroitement. Travaille en usine et reçoit 10 roubles par mois.

Un prolétaire de la provocation.

Dossier 81. — Serge Vassiliévitch Praotsev, fils d'un membre de la *Narodnaia Volia*, se flatte d'avoir grandi dans un milieu révolutionnaire et d'avoir de vastes et utiles relations...

Etc., etc. Nous avons des milliers de dossiers semblables.

C'est que la bassesse et la misère de certaines âmes humaines est vraiment insondable.

Psychologie du provocateur

Ici se pose devant nous le problème de la psychologie du provocateur. Psychologie morbide, assurément, mais qui ne doit pas trop nous surprendre. Nous avons vu, dans l'*Instruction* de l'Okhrana, quelles personnes la police « travaille » et par quels moyens. Une Sérova, jugée faible de caractère, vivant dans la gêne, milita avec courage. On l'arrête. Brusquement arrachée à son milieu, elle se voit perdue, les travaux forcés l'attendent, peut-être la potence. Ou bien il faut dire un mot, rien qu'un mot, sur un tel, qui, précisément, lui a fait quelque mal... Elle trébuche. Il suffit d'un instant de lâcheté ; or, il y a beaucoup de lâcheté au fond de l'être humain. Le plus terrible, c'est que, désormais, elle ne pourra plus se ressaisir. Désormais, on la tient. Si elle se refuse de continuer, on lui jettera à la face, en plein tribunal, sa première délation. Au bout d'un certain temps, elle s'accoutume aux avantages matériels de cette odieuse situation, d'autant plus que, dans le secret de son activité, elle se sent parfaitement en sécurité...

Il n'y a pas que ces agents provocateurs par lâcheté ; il y a, beaucoup plus dangereux, les dillettanti : aventuriers qui ne croient en rien, blasés sur l'idéal qu'ils ont naguère servi, épris du danger, de l'intrigue, de la conspiration, d'un jeu compliqué où ils dupent tout le monde. Ceux-ci peuvent avoir du talent, jouer un rôle à peu près indéchiffirable. Tel paraît bien avoir été Malinovsky, agent de l'Okhrana, dans le parti bolcheviste. Devant le tribunal révolutionnaire de Moscou, Malinovsky, sachant pourtant très bien qu'on le fusillerait avant la fin de la semaine, fut calme et cynique. L'amour de l'intrigue et le désir d'avoir une activité politique avaient été, affirme-t-il, ses mobiles. On le pourrait admettre. La littérature russe de la période qui suivit le

défaite de 1905 nous offre plusieurs cas psychologiques d'une perversion semblable. Le révolutionnaire illégal — surtout le terroriste — acquiert une trempe de caractère, une volonté, un courage, un amour du danger redoutables. Si, avec cela, il lui arrive, par suite d'une évolution mentale assez commune, de perdre, sous l'empire de menues expériences personnelles — échecs, déceptions, égarements intellectuels — ou de la défaite temporaire du mouvement, son idéalisme, que peut-il devenir ? S'il est réellement fort, il échappera à la neurasthénie et au suicide ; mais ce sera quelquefois pour devenir un aventurier sans foi, auquel tous les moyens peuvent paraître bons pour atteindre ses buts personnels. Et la provocation est un moyen que l'on tentera sûrement de lui proposer.

La provocation, arme à deux tranchants

Des dossiers spéciaux contiennent les offres de services adressées à la police. J'ai parcouru au hasard un volume de correspondance avec l'étranger où l'on peut voir successivement un « sujet danois possédant une instruction supérieure » et « un étudiant corse de bonne famille » solliciter emploi dans la police secrète de S. M. le Tsar de Russie...

Les multiples secours en argent accordés à Sérova attestent la sollicitude de la police envers ses serviteurs, même sortis du cadre. L'administration ne mettait à l'index que les agents surpris en flagrant délit de mensonge ou d'escroquerie. Qualifiés « maîtres-chanteurs » et portés sur des listes noires, ils perdaient tout droit à la reconnaissance de l'État.

Les autres, en revanche, pouvaient tout obtenir. Sursis ou dispenses de service militaire, grâces, amnisties, faveurs diverses après des condamnations officielles, pensions temporaires ou viagères, tout, jusqu'à des mesures dépendant du tsar lui-même. On a vu le tsar accorder à d'anciens provocateurs des noms et prénoms nouveaux. Le nom de famille et le nom patronymique ayant selon le rite orthodoxe une valeur religieuse, le chef spirituel de l'Église russe enfreignait ainsi les lois de la religion même. Mais que ne fait-on pour un bon serviteur !

La provocation finit par devenir une institution véritable. Le nombre total des personnes ayant participé au cours de vingt ans au mouvement révolutionnaire et rendu des services à la police peut varier entre 35 et 40.000. On estime que la moitié à peu près de cet effectif a été démasquée. Quelques milliers d'anciens indicateurs ou provocateurs survivent néanmoins impunément en Russie même, leur identification n'ayant pas encore été possible. Parmi cette foule il y avait des hommes de valeur et de ceux même qui ont joué dans le mouvement révolutionnaire un grand rôle.

A la tête du parti socialiste-révolutionnaire et de son organisation de combat, se trouvait, jusqu'en 1909, l'ingénieur Evno Azeff qui, depuis 1890, signalait tout bonnement de son nom ses rapports à la police. Azeff fut l'un des organisateurs de l'exécution du grand-duc Serge, de celle du ministre Plevhe et d'une foule d'autres. Ce fut lui qui dirigea avant de les envoyer à la mort des héros tels que Kaliaeff et Egor Sazonoff.

Au Comité Central bolchevik, à la tête de la fraction bolchevik de la Douma, se trouvait l'agent secret Malinovskiy.

La provocation, en atteignant une telle ampleur devint par elle-même un danger pour le régime qui s'en servait et surtout pour les hommes de ce régime. On sait, par exemple, que l'un des plus hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, le policier Ratchkovsky, connu et sanctionna les projets des exécutions de Plevhe et du grand-duc Serge, Stolypine, bien au courant de ces choses, se faisait souvent accompagner dans ses sorties par le chef de la police Guérassimov dont la présence lui paraissait une garantie contre les attentats commis à l'instigation de provocateurs. Stolypine fut d'ailleurs tué par l'anarchiste Bagrof qui avait appartenu à la police.

La provocation, malgré tout, prospérait encore au moment où éclata la révolution. Des agents provocateurs touchèrent leurs dernières mensualités dans les derniers jours de février 1917 — une semaine avant l'écroulement de l'autocratie. Je sais le cas d'un misérable qui, après une trahison, servit pendant trente ans d'indicateur politique, vint encore émerger dans la dernière semaine du régime et vit peut-être à l'heure actuelle, vieillard à cheveux blancs, en Russie révolutionnaire...

Des révolutionnaires dévoués furent tentés de se servir de la provocation. Petrof, socialiste-révolutionnaire, qui a laissé des mémoires d'un tragique intense entra dans l'Okhrana pour mieux la combattre. Emprisonné et ayant essuyé un premier refus du directeur de la police, il simula la folie afin d'être envoyé dans un asile d'où l'évasion serait possible ; il réussit en tout, s'évada et revint libre, offrir ses services. Mais convaincu bientôt qu'il avait affaire à trop forte partie et trahissait malgré lui, Petroff se suicida après avoir exécuté le colonel Karpov, son supérieur hiérarchique (1909).

Le maximaliste Salomon Ryss (Mortimer), organisateur d'un groupe terroriste extrêmement audacieux (1906-7) parvint à se jouer un moment de la Sûreté dont il était devenu le collaborateur secret. Le cas de Salomon Ryss constitue une exception remarquable et presque invraisemblable.

Le développement de la provocation amena d'autre part maintes fois l'Okhrana à ourdir des intrigues compliquées où elle n'eut pas toujours le dernier mot. C'est ainsi qu'il fut, en 1907, nécessaire à ses desseins de faire évader le même Ryss. Le directeur de la Sûreté n'hésita pas à aller dans ce but jusqu'au crime. Deux gendarmes organisèrent par ordre l'évasion du révolutionnaire. L'enquête judiciaire, maladroitement conduite, révéla leur rôle. Traduits devant le conseil de guerre et désavoués officiellement par leurs supérieurs, ils furent condamnés aux travaux forcés.

Les mouchards russes à l'étranger

Leur cabinet noir

Les ramifications de l'Okhrana s'étendaient naturellement à l'étranger. Ses dossiers recélaient des renseignements sur quantité de personnes habitant en dehors des frontières de l'empire et qui n'étaient même jamais venues en Russie. Bien que venu en Russie pour la première fois en 1919, j'y ai trouvé toute une série de fiches à mon nom. La police russe suivait aussi avec la plus grande attention les affaires de révolutionnaires qui se produisaient à l'étranger. Sur l'affaire des anarchistes russes Troianovskiy et Kiritchek, arrêtés

pendant la guerre à Paris, j'ai trouvé à Pétrograd un volumineux dossier. Les procès-verbaux des interrogatoires du Palais de Justice de Paris y figuraient tous. Russes ou étrangers, les anarchistes étaient d'ailleurs tout spécialement surveillés partout, par les soins de l'Okhrana qui entretenait à leur sujet une correspondance suivie avec les services de Sûreté de Londres, de Rome, de Berlin, etc.

Dans toutes les capitales importantes un chef de police russe résidait en permanence. Pendant la guerre M. Krassilnikof, officiellement conseiller d'ambassade, occupait ce poste délicat à Paris.

Outre les provocateurs opérant dans la colonie russe, ce monsieur avait à ses ordres tout un service de détectives, d'informateurs, de vagues salariés employés à de basses besognes, telles que surveillance de la correspondance des révolutionnaires (cabinet noir privé, etc.).

En 1913-14 (et je ne pense pas qu'elle subit jusqu'à la révolution des modifications importantes), l'agence secrète en France était pratiquement dirigée par un sieur Bittard-Monin, appointé 1.000 francs par mois. J'ai relevé sur les reçus d'appointements de ses agents les noms et les lieux de résidence de ceux-ci. Leur publication pourra n'être pas tout à fait inutile. Les voici :

Agents secrets de la police à l'étranger, placés sous la direction de Bittard-Monin (Paris) : E. Invernizzi (Calvi-Corse), Henri Durin (Gênes), Sambaine (Paris), A. ou R. Sauvard (Cannes), Vogt (Menton), Berthold (Paris), Fontaine (cap Martin), Henri Neuhaus (cap Martin), Vincent Vizzardelli (Grenoble), Barthes (San-Remo), Ch. Delangle (San-Remo), Georges Coussonet (cap Martin), O. Rougeaux (Menton), E. Levêque (cap Martin), Fontana (cap Martin), Arthur Frumento (Alassis), Soustroff ou Soukhanoff et David (Paris), Dussossois (cap Martin), R. Gottlieb (Nice), Godard (Nice), Roselli (Zürich), Mme G. Richard (Paris), Jean Abersold (Londres), J. Bint (Cannes), Karl Voltz (Berlin), Mlle Drouhot, Mme Tiercelin, Mme Fagon, Jollivet, Rivet.

Trois personnes étaient pensionnées par l'agence russe de Paris : veuve Farse (ou Farce ?), veuve Rigo (ou Rigault ?) et N. N. Tchachnikov.

La présence temporaire de nombreux agents au Cap Martin ou dans d'autres localités peu importantes s'explique par la nécessité des filatures. Tous ces agents ne craignaient pas les déplacements.

Ils avaient réussi à organiser dans l'Europe entière un merveilleux cabinet noir privé. Nous possédons, à Pétrograd, de pleines liasses de calques de lettres échangées entre Paris et Nice, Rome et Genève, Berlin et Londres, etc. Toute la correspondance de Savinkov et de Tchernov, au moment où tous deux habitaient la France, a été ainsi conservée dans les archives de la police de Pétrograd. Une correspondance entre Haase et Dane a de même été interceptée — comme quantité d'autres. Comment ? Le concierge ou le facteur du destinataire, ou enfin un postier, grassement rétribués sans nul doute, retenaient pendant quelques heures — le temps de les calquer — les lettres destinées aux personnes surveillées. Les calques étaient très souvent l'oeuvre de gens ne connaissant pas la langue employée par les auteurs des lettres ; des maladroites, d'ailleurs insignifiantes, le décèlent. Ils portaient — calqués aussi — le timbre d'envoi et l'adresse. Ils étaient

transmis à Pétrograd avec la plus grande célérité.

La police russe à l'étranger collaborait naturellement avec les polices locales (1). Tandis que les agents provocateurs, ignorés de tous, jouaient leur rôle de révolutionnaires, autour d'eux opéraient, officiellement ignorés, en réalité aidés et encouragés, les détectives de Krassilnikof. Des petits faits typiques montrent quelle était la nature du concours que leur prêtaient les autorités françaises. L'agent Francesco Leone, entré en relations avec Bourtzev, avait consenti à lui livrer, moyennant finance, quelques-uns des secrets de M. Bittard-Monin. Son collègue Fontana, dont il avait fait dérober la photographie, le blesse d'un coup de canne dans un café près de la gare de Lyon (Paris, 28 juin 1913). Arrêté, l'agresseur, trouvé porteur de deux cartes d'agent de la Sûreté française et d'un revolver, est envoyé au Dépôt sous la quadruple inculpation « d'usurpation de fonctions, de port d'arme prohibée, de coups et blessures et de menaces de mort ». Vingt-quatre heures plus tard, il était relâché sur intervention de M. Krassilnikof — après que l'on eût officiellement démenti sa qualité d'agent de la Sûreté russe. Quant à l'indiscret Leone, l'ambassade russe obtint son *expulsion de France*. Une lettre de Krassilnikof, datée du 1/14 juin 1914, relate au directeur de la Sûreté tous ces incidents et le met au courant de démarches entreprises en vue de faire expulser Bourtzev d'Italie.

Dans une autre lettre, le même Krassilnikof fait connaître à l'Okhrana qu'une interpellation socialiste sur les agissements de la police russe, dont il avait été question, « n'est plus à craindre d'après les autorités françaises. Les parlementaires socialistes ont d'autres occupations en ce moment ». (2)

Comment on déchiffre les cryptogrammes

Mais si, dans leurs lettres, les révolutionnaires se servaient de chiffres convenus ?

L'Okhrana chargeait alors un investigateur génial de déchiffrer leurs messages. Et l'on me certifie qu'il n'y faillit jamais. Ce spécialiste hors ligne, nommé Zimine, s'était acquis une telle réputation d'infailibilité qu'à la révolution de mars... on le garda. Il passa au service du nouveau gouvernement, qui l'employa, je crois, au contre-espionnage.

Les chiffres les plus divers peuvent, paraît-il, être déchiffrés. Que l'on se serve de combinaisons géométriques ou arithmétiques, le calcul des probabilités permet de trouver quelques indices. Or, il suffit d'un point de départ — de la moindre

(1) Je reviendrai quelque jour plus longuement sur cette collaboration.

(2) Toute la correspondance de ce personnage et de ses chefs est hautement édifiante. Nous y voyons le directeur de la Sûreté de Pétersbourg assurer M. Krassilnikof que les autorités russes démentiront en toutes circonstances son rôle dans la police russe ; nous y voyons cet étrange « conseiller d'ambassade » — titre officiel — machiner pour déjouer les recherches de Bourtzev une intrigue prodigieusement compliquée. Un ex-agent de la Sûreté russe à l'étranger, Jollivet, entre en relations avec Bourtzev, lui fait des révélations et se charge de surveiller une personne suspectée de provocation, mais surveille en réalité Bourtzev lui-même sur lequel il renseigne l'Okhrana... Mouchardage et trahison au 3^e degré ! C'est à s'y perdre.

clef — pour déchiffrer. Des camarades se servaient, me dit-on, pour correspondre, de certains livres dans lesquels ils convenaient de marquer certaines pages. Bon psychologue, Zimine trouvait ces livres et ces pages. Ce n'est pas tout. Il s'était constitué une collection d'armoires à casiers et à fiches où l'on pouvait trouver instantanément le nom de toutes les villes de Russie où, par exemple, il y a une rue Saint-Alexandre ; le nom de toutes les villes où il y a telles écoles ou telles usines ; les sobriquets et les surnoms de toutes les personnes suspectes habitant l'Empire, etc. Il avait des listes alphabétiques d'étudiants, de marins, d'officiers, etc. Trouvait-on dans une lettre, très innocente en apparence, ces simples mots : « Le Petit Brun est allé ce soir Grande-Rue » et plus loin une phrase concernant un « étudiant en médecine », il suffisait d'ouvrir quelques casiers pour savoir si Petit Brun était déjà repéré et dans quelle ville, possédant une Faculté de médecine, il y a une Grande-Rue. Trois ou quatre indices semblables fournissaient déjà une probabilité sérieuse.

Dans toute la correspondance surveillée ou saisie, les moindres allusions à une personne définie étaient repérées sur des fiches dont les numéros renvoyaient au texte même des lettres. Des armoires entières sont pleines de ces lettres. Trois lettres parfaitement banales, émanant de militants dispersés dans une région et faisant incidemment allusion à un quatrième, pouvaient ainsi suffire à le livrer.

Le cabinet du chiffre ne s'occupait pas que des cryptogrammes révolutionnaires. Il collectionnait aussi les photographies des chiffres diplomatiques des grandes puissances...

Victor SERGE.

(A suivre.)

HEROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

En hommage à la mémoire de Raymond Lefebvre, Vergeat, Lepetit, dont les organisations révolutionnaires ont, vendredi dernier, célébré en un meeting, la mort tragique, le Bulletin Communiste publiera, dans son prochain numéro, un article consacré aux trois martyrs communistes.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS



Bibliothèque - - Communiste PARIS

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé
.. <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25

Tous ces ouvrages sont en vente à la Librairie de l'HUMANITÉ.

Tous les Communistes

doivent lire :

le matin : **l'Humanité** ;

l'après-midi : **l'Internationale** ;

le jeudi : le **Bulletin Communiste**.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur